



Investissement

L'Algérie, une destination attractive pour les Américains

Le département d'Etat américain attribue des bons points en matière d'attractivité à l'Algérie. Dans son rapport 2017 sur le climat d'investissement dans le monde, il estime que l'Algérie demeure une destination attractive pour les entreprises américaines, offrant d'énormes potentialités de croissance aux investisseurs étrangers.

Page 2

Béjaïa

Collision mortelle entre une moto et un véhicule

Page 24

Abdelmadjid Menasra annonce l'annexion du FC au MSP

Les islamistes affichent leurs ambitions

En dépit de leur débâcle lors des dernières élections législatives, les partis politiques d'obédience islamiste ne désespèrent pas et continuent de nourrir de grandes ambitions de s'ériger en leaders sur la scène nationale.

Page 3



Une semaine après l'Aïd

Le marché en manque d'approvisionnement

Page 2



Tizi Ouzou

Marche pour demander le départ du président de la JS Kabylie

Des centaines de supporters ont participé hier à une marche à Tizi Ouzou pour demander le départ du président de la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK, ligue 1 Mobils de football), Mohand Chérif Hannachi, a-t-on constaté.

Page 24



Par Saâd Taferka

La question de l'économie informelle n'a pas manqué de s'imposer dans les débats - aussi bien devant les députés de l'APN, que des membres du Conseil de la nation - ayant accompagné l'exposé sur le plan d'action du gouvernement de Abdelmadjid Tebboune.

Comment en serait-il autrement ? Peut-on se hasarder à faire l'impasse sur une

Nouveau modèle de croissance

Le gouvernement sollicite la contribution des capitaux liquides

partie de l'économie nationale qui représente quelque 45% du produit intérieur brut (Pib), qui brasse environ 40 milliards de dollars et qui emploierait 2,2 millions de personnes ? La cause semble être entendue pour l'ouverture de ce dossier de manière franche et hardie. Du moins, c'est ce que semble laisser entendre le Premier ministre lors de ces différentes interventions devant les représentants du peuple. L'ampleur du problème, telle qu'elle est appréhendée par un membre du Sénat, a amené ce dernier à proposer au gouvernement la solution radicale : changer la monnaie nationale. Mais, au vu de certaines expériences menées il y a plusieurs années dans certains pays du monde, la part de

risque est trop importante pour que l'Algérie se résolve à une telle alternative. En effet, il importe de garder à l'esprit le poids politique et de lobbying - avec les capacités de nuisances qui lui sont intimement imbriquées - que représentent les détenteurs des capitaux liquides, ayant boudé depuis toujours le système bancaire et les services fiscaux. Il est clair que les objectifs de «renforcement de la cohésion sociale» et de «préservation de la sécurité et de la stabilité» requièrent plus d'intelligence, d'adresse et d'entregent que le simple «coup de tête» de changement de monnaie, porteur de gros risques sur la stabilité du pays.

Pages 4 et 5



Investissement

L'Algérie, une destination attractive pour les Américains

Le département d'Etat américain attribue des bons points en matière d'attractivité à l'Algérie. Dans son rapport 2017 sur le climat d'investissement dans le monde, il estime que l'Algérie demeure une destination attractive pour les entreprises américaines, offrant d'énormes potentialités de croissance aux investisseurs étrangers.



Par S. Aït Mohamed

«L'Algérie est un marché lucratif avec un potentiel important pour de nombreuses entreprises américaines», souligne le département, relevant que l'investissement est très porteur dans des secteurs stratégiques comme l'agriculture, le tourisme, les technologies de l'information et de la communication, la construction automobile, l'énergie et la santé. «Plusieurs secteurs offrent potentiellement des opportunités considérables de croissance à long terme pour les entreprises américaines», note le rapport qui cite des représentants du secteur privé américain opérant en Algérie. De nombreuses entreprises américaines parviennent à réaliser des bénéfices à deux chiffres, constate

le document. Le rapport met en exergue la stabilité de l'Algérie comme facteur d'attractivité pour l'investissement direct étranger (IDE). Il évoque également le programme de diversification de l'économie mis en place par le gouvernement pour doper la croissance économique dans un contexte baissier des cours de pétrole en mettant l'accent sur les IDE afin d'accroître l'emploi et la substitution aux importations. Il précise que le nouveau code de l'investissement offre, à ce titre, des exonérations fiscales à long terme, ainsi que d'autres incitations, mais note, par ailleurs, que les entreprises américaines doivent surmonter les barrières linguistiques, la distance et faire face également à la concurrence des entreprises françaises, turques, chinoises et européennes. Abordant la règle dite

51/49, régissant l'investissement étranger en Algérie, le rapport du département d'Etat précise qu'à l'opposé des PME, les grandes entreprises américaines «peuvent trouver des façons créatives pour travailler dans le cadre de cette loi». Il explique que cette règle vise à empêcher la fuite des capitaux, protéger les entreprises algériennes, créer de l'emploi pour les nationaux et assurer un transfert de technologie. Le document relève que cette règle extirpée du code de l'investissement, offre de l'avis de plusieurs investisseurs étrangers, une série de mesures adaptées qui permettent à l'actionnaire étranger d'assurer le management. L'investisseur étranger peut, dans certains cas, détenir la majorité du capital d'une entreprise mixte en s'associant avec plusieurs partenaires nationaux,

rappelle le document, qui explique qu'en dépit du fait que la règle 51/49% fixe l'actionariat étranger à 49%. «Il y a peu de lois retreignant l'investissement étranger» en Algérie. Le département d'Etat rappelle que l'Algérie a amélioré en 2016 sa position dans le classement Doing business de la Banque mondiale notamment sur les indicateurs de démarrage d'entreprises, de facilité de raccordement à l'électricité et de l'obtention de permis de construire. Enfin, le rapport note que la Cellule de traitement du renseignement financier (Ctfr) a été renforcée par l'application d'une nouvelle réglementation qui a donné plus de pouvoir à cet organe pour lutter contre les transactions financières illicites et le financement de terrorisme.

S. A. M.

Une semaine après l'Aïd

Le marché en manque d'approvisionnement

Par Karima Nacer

Au septième jour de l'Aïd, les marchés restent quasiment vides, peu de vendeurs et d'approvisionnement. Ce qui a poussé les produits frais vers le haut.

A cause d'un long week-end prolongé, les activités commerciales sont toujours au point mort. Après l'Aïd, certains travailleurs se donnent le droit de prolonger leur congé sans se soucier de l'impact sur le rendement de leur activité.

En sillonnant certaines marchés et commerce de la capitale, on constate une timide reprise des activités commerciales. Lors d'une virée au marché Clauzel, les étals étaient vides. Seuls quelques marchands ont ouvert hier. Les prix, eux, sont revus à la hausse. La tomate est proposée à 60 DA, la laitue cédée entre 100 et 160 DA et la courgette, les piments et le poivron sont vendus à 100 DA. La pomme de terre et les oignons sont affichés à 60 DA. Le poulet est vendu avant l'Aïd à 420 DA le kg. Les fruits également ont connu une hausse inexplicable. Le

melon à 70 DA le kilo, la pastèque à 80 DA, la banane à 300 le kilo alors qu'elle était affichée à 200 DA durant le mois de Ramadhan. La spéculation bat son plein en l'absence d'approvisionnement et de l'offre. Des prix que les vendeurs de légumes justifient par le manque de marchandises dans les marchés de gros. Les légumes manquent dans les marchés de gros, car la main-d'œuvre agricole diminue en ces jours de fête. Ces travailleurs, sont partis passer l'Aïd chez eux, explique le président de l'Association des commerçants et artisans algériens, Boulouar El Hadj Tahar. Le manque d'approvisionnement est expliqué par les fellah qui n'ont pas travaillé le jour de la fête religieuse. Ce qui a causé un manque d'approvisionnement pour les grossistes et détaillants. Il y a lieu de souligner que même la plupart des vendeurs présents au marché sont de l'intérieur du pays et sont quand même là après les deux jours de l'Aïd. Aujourd'hui, le marché devrait reprendre son activité normale, indique Boulouar. Selon lui, «les prix des fruits et légumes ne vont bais-

ser qu'une fois le marché est approvisionné». «Tous les travailleurs, notamment les fellahs vont regagner leur poste de travail», précise-t-il. La pénurie n'est pas propre aux fruits et légumes. Le pain, le lait ne sont pas en reste. Il faudra arpenter les rues et venelles des villes pour dénicher une boulangerie ouverte. La baguette de pain n'est pas disponible. Les rares boulangeries ouvertes dans les quartiers populaires sont prises d'assaut. Des files d'attente interminables se forment devant ces dernières dès la matinée.

Autre pénurie : le lait. Devant plusieurs épiceries, d'interminables chaînes se sont formées avant même l'arrivée du distributeur de lait.

En attendant le retour à la normale, prévu certainement à partir d'aujourd'hui, les ménages ont souffert le martyre pour s'approvisionner des fruits et légumes en plus de la hausse vertigineuse des prix. Aucune instance n'est en mesure de réguler le marché ou d'imposer aux commerçants d'assurer ces missions

K. N.

Tizi Ouzou

En quête d'un site pour abriter des migrants subsahariens

La wilaya de Tizi Ouzou a entamé des démarches pour procéder au choix d'un nouveau site devant abriter des ressortissants subsahariens dans de meilleures conditions que celles dans lesquelles ils évoluent actuellement, a annoncé le wali Mohammed Bouderbali, lors de la clôture jeudi des travaux d'une session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Déplorant les conditions de vie de ces migrants, qui se sont installés sur un site à proximité de la gare multimodale de Bouhinoune où les conditions d'hygiène nécessaires ne se sont pas réunies, le chef de l'exécutif local a reconnu «les conséquences négatives sur le double plan de la santé et de la sécurité».

«Une commission de wilaya devait se déplacer sur place pour valider le choix du nouveau site», a-t-il souligné.

Pour sa part, le directeur local de la santé et de la population, Abdenacer Bouda, - interpellé par des élus sur la prise en charge sanitaire de ces ressortissants africains, venus accompagnés de femmes et d'enfants en bas âge -, a relevé qu'au delà du drame humain que ce phénomène représente, «le cas des migrants est surtout, et avant tout, une situation sanitaire préoccupante à la limite de l'acceptable».

Il a avancé, à ce propos, qu'«une instruction avait été adressée à l'ensemble des établissements de santé de la wilaya afin de prendre en charge ces migrants au même titre que les patients algériens», observant «que ces ressortissants se composent également d'une population fragile représentée par les enfants et les femmes».

Le responsable a, par ailleurs, ajouté que «des campagnes de vaccination contre certaines maladies contagieuses, susceptibles de déclencher d'éventuelles épidémies, seraient organisées».

S'agissant des enfants de ressortissants subsahariens, il a avisé que cette opération de vaccination n'était pas aussi simple, car «elle doit obéir à un calendrier et exige aussi l'identification de l'âge des concernés afin déterminer le type de vaccin à administrer», a précisé M. Bouda.

Selon des chiffres communiqués à l'APS par le directeur local de l'action sociale et de la solidarité (Dass), Bouhoucha Hadj, «le nombre des migrants subsahariens présents au chef lieu de wilaya de Tizi Ouzou est d'environ 200 personnes».

R. T.

ÉVÈNEMENT ▶▶

Abdelmadjid Menasra annonce l'annexion du FC au MSP

Les islamistes affichent leurs ambitions

En dépit de leur débâcle lors des dernières élections législatives, les partis politiques d'obédience islamiste ne désespèrent pas et continuent de nourrir de grandes ambitions de s'ériger en leader sur la scène nationale.



Par M. Ait Chabane

Le trublion président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderezzak Makri, nouveau chef de file des «Frères musulmans» algériens, exagérément prétentieux, vient de réussir le pari d'annexer à ses rangs avec le Front du changement (FC), présidé par Abdelmadjid Menasra. C'est ce dernier qui en a fait l'annonce, hier, à l'occasion du congrès extraordinaire de son parti, à Bordj El Kiffan (Alger), entérinant de là même la dissolution du FC. La décision d'annexer le FC au MSP sera définitivement avalisée le 22 juillet prochain, à l'occasion d'un congrès national d'unification, a ajouté Abdelmadjid Menasra, lui-même transfuge du MSP. «L'Algérie a besoin d'un

consensus national autour d'un programme économique salubre, sur la nécessité d'une feuille de route politique pour garantir la stabilité sécuritaire et consolider la démocratie», s'est-il contenté de dire, pour justifier sa décision «historique» de réintégrer le MSP. Pour rappel, le MSP et le FC avaient déjà scellé une alliance conjoncturelle à travers laquelle ils ont abordé les élections législatives du 4 mai dernier avec des listes communes. Hélas, les résultats n'étaient pas à la hauteur des ambitions escomptées de cette alliance, et les islamistes ne représentent plus grand-chose dans la nouvelle Assemblée populaire nationale (APN). Ce faisant, la mouvance islamiste ne désarme pas et nourrit des ambitions autrement plus importantes pour se limiter à

de simples sièges au Parlement, encore moins dans les assemblées locales dont les élections sont prévues avant la fin de l'année en cours. En d'autres termes, le pôle islamiste algérien, conscient des changements profonds et de la recomposition imminente qui s'opèrent sur la scène politique nationale, compte tirer son épingle du jeu en se positionnant en prévision de la présidentielle de 2019. Ceci dit, l'unification des rangs des islamistes algériens a encore beaucoup de chemin à faire au vu des grandes divergences et des folles batailles de leadership qui la minent. Si Abderezzak Makri, épaulé par Abdelmadjid Menasra, jouit de certains atouts qui le hisseraient à la tête des «Frères musulmans» algériens, il n'en demeure pas

moins que le leader du Front de la justice et du développement (FJD), Abdallah Djaballah, dont le charisme est autrement plus frappant, n'aura pas dit son dernier mot. Les prochaines élections municipales seront l'autre occasion de jauger le poids des uns et des autres et en même temps la dernière étape électorale avant la présidentielle de 2019. Néanmoins, la fusion MSP-FC ne sera pas sans conséquences sur le rapport des forces au sein de la mouvance islamiste et sur la scène politique nationale en général, notamment avec les frictions qui minent les partis dits majoritaires et la dislocation du bloc de l'opposition, deux paramètres très favorables à l'émergence d'une force islamiste.

M.A.C.

Il a souligné l'engagement de la défunte pour le droit, la paix et la justice

L'hommage de Bouteflika à Simone Veil

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de condoléances à la famille de Simone Veil, ex-ministre française et présidente du premier Parlement européen, décédée vendredi matin à l'âge de 90 ans, dans lequel il a souligné l'engagement personnel de la défunte pour le droit, la paix et la justice.

«C'est avec une immense tristesse que j'ai appris la nouvelle du décès de Simone Veil dont la vie passionnante aura été marquée autant par ses propres souffrances de la barbarie nazie, que par son engagement personnel admirable et inlassable contre toutes formes de déni de justice», a écrit le chef de l'Etat dans son message.

«En effet, Simone Veil a remarquablement servi le droit, la justice, la paix et le progrès dans les hautes fonctions gouvernementales qu'elle a assumées au service de la France, tout comme au service de l'Europe au sein de son Parlement», a souligné le Président Bouteflika.

«Le peuple algérien a compté Simone Veil parmi les amis de ses justes causes. Il n'oublie pas aussi la proximité et la solidarité que cette grande dame lui a témoignées durant la terrible tragédie nationale qu'il a vécue», a-t-il ajouté.

«En cette triste circonstance, je vous présente au nom du peuple et du gouvernement algériens ainsi qu'en mon nom personnel, nos plus sincères condoléances ainsi qu'au peuple français et ses autorités nationales», a conclu le chef de l'Etat dans son message.

K. M.

Union africaine

Messahel s'entretient avec son homologue égyptien

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, s'est entretenu vendredi à Addis-Abeba (Ethiopie) avec son homologue égyptien, Sameh Choukry, en marge de la 31^{ème} session du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA).

Lors de cette rencontre, les deux ministres ont abordé les relations bilatérales dans le cadre des concertations permanentes entre les deux pays.

Ils ont également évoqué la situation en Libye, la désignation du nouvel émissaire onusien dans ce pays, Ghassane Salame, et la situation dans le Monde arabe.

M. Messahel préside la délégation algérienne aux travaux de la 31^{ème} session du Conseil exécutif de l'UA qui se tient vendredi et samedi dans la capitale éthiopienne, en prélude du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, prévu les 3 et 4 juillet.

H. L.

Mouvement de l'Entente nationale (MEN)

Boukhezna appelle les Algériens à garder espoir

Le secrétaire général (SG) du Mouvement de l'Entente nationale (MEN), Ali Boukhezna, a appelé, hier depuis Touggourt (Ouargla), les Algériens à «garder espoir» et de «ne pas prêter attention aux voix suscitant les sentiments de peur et de désordre».

«Des parties tentent de susciter les sentiments de peur et de désordre au sein de la société algérienne, notamment en ce qui concerne la prochaine rentrée

sociale, qui interviendra dans la sérénité, du fait que l'Etat a réuni, à cet effet, toutes les conditions nécessaires», a soutenu le SG du MEN lors d'une rencontre de sensibilisation en présence de militants et de sympathisants de sa formation politique. M. Boukhezna a exhorté, pour cela, les Algériens à se rassembler autour de leur direction, afin «d'épargner au pays des dangers le guettant, notamment les actuels défis régionaux», avant d'ajouter que le MEN «salue

le programme présenté par le nouveau gouvernement».

Un programme qui, a-t-il estimé, tient compte des préoccupations des catégories vulnérables, notamment au volet des engagements constants de l'Etat, tels que ceux liés à la santé et à l'enseignement supérieur.

L'orateur a indiqué que cette rencontre s'assigne, entre autres objectifs, de «briser la routine dans laquelle s'enlisent de nombreuses formations politiques qui

n'activent que lors d'échéances électorales», expliquant, dans ce contexte, que le MEN cherche à «susciter une dynamique au sein de la société civile et la sensibiliser sur les défis posés aux plans socio-économique et régional».

S'agissant des prochaines échéances électorales, M. Boukhezna a affirmé que sa formation politique y «prendra part avec force», avant de faire état d'une «large assiette électorale» dont dispose le MEN et sur lequel il

(parti) peut compter pour réaliser des résultats positifs.

Le SG du MEN a, au terme de son intervention, salué les nombreuses réalisations menées par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, depuis son investiture en 1999, notamment la consécration de la réconciliation nationale qui a permis, dit-il, à l'Algérie de recouvrer sa paix et sa stabilité et d'éviter les risques de ce qui était qualifié de «Printemps arabe».

H. L.

Nouveau modèle de croissance

Le gouvernement sollicite la contribution des capitaux liquides

La question de l'économie informelle n'a pas manqué de s'imposer dans les débats - aussi bien devant les députés de l'APN, que des membres du Conseil de la nation - ayant accompagné l'exposé sur le plan d'action du gouvernement de Abdelmadjid Tebboune.



Par Saâd Taferka

Comment en serait-il autrement? Peut-on se hasarder à faire l'impasse sur une partie de l'économie nationale qui représente quelque 45% du produit intérieur brut (Pib), qui brasse environ 40 milliards de dollars et qui emploierait 2,2 millions de personnes? La cause semble être entendue pour l'ouverture de ce dossier de manière franche et hardie. Du moins, c'est ce que semble laisser entendre le Premier ministre lors de ces différentes interventions devant les représentants du peuple. L'ampleur du problème, telle qu'elle est appréhendée par un membre du Sénat, a amené ce dernier à proposer au gouvernement la solution radicale : changer la monnaie nationale. Mais, au vu de certaines expériences menées il y a plusieurs années dans certains pays du monde, la part de risque est trop importante pour que l'Algérie se résolve à une telle alternative. En effet, il importe de garder à l'esprit le poids politique et de lobbying - avec les capacités de nuisances qui lui sont intimement imbriquées - que représentent les détenteurs des capitaux liquides, ayant boudé depuis toujours le système bancaire et les services fiscaux. Il est clair que les objectifs de «renforcement de la cohésion sociale» et de «préservation de la sécurité et de la stabilité» requièrent plus d'intelligence, d'adresse et d'entregent que le simple «coup de tête» de changement de monnaie, porteur de gros risques sur la stabilité du pays.

Et c'est pourquoi, le Premier ministre se montra, devant les députés et les sénateurs, partisan d'une solution «pacifique», allant jusqu'à solliciter de l'«aide» de la part des détenteurs de capitaux liquides. «Aux gens de l'Informel, nous demandons de l'aide. Nous allons mettre en place des facilitations qui leur permettront de mettre leur argent dans le circuit formel en toute sécurité. Ces gens qui ont de l'argent dans l'informel peuvent l'utiliser pour construire des usines, investir. Ils ne risquent rien pour ça», a déclaré Abdelmadjid Tebboune. Quelles sont les facilités que le gouvernement peut accorder à ce secteur et que le gouvernement de Abdelmalek Sellal n'avait pas imaginé, proposé et mis en place? La mise en conformité fiscale volontaire (MCFV) et la participation à l'emprunt obligatoire, lancés, le premier en août 2015 et le second en avril 2016, n'étaient-ils pas assimilables à l'amnistie fiscale que certains partis et hommes politiques défendaient depuis longtemps? Pourtant, la contribution des acteurs de l'informel à ces deux opérations a été des plus modestes. La première opération - mise en conformité fiscale volontaire - n'avait pas donné de résultat à l'échéance initiale fixée, c'est-à-dire le 31 décembre 2016, elle a été prolongée jusqu'à fin décembre de l'année 2017. La seconde opération - emprunt obligatoire - a vu, dans ses résultats consolidés, même la part des entreprises privées légalement installées réduite à une peau de chagrin. Plus de 80% des apports réalisés l'ont été par des

institutions et des entreprises publiques (banques, établissements d'assurances...).

Des approches aux résultats mitigés

Résultat des courses, que n'était pas arrivé à avouer l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal : les approches développées pour «domestiquer» les capitaux informels ont échoué. Une chose est sûre : le poids de l'informel est devenu une charge insupportable à l'économie nationale. Cette vérité a éclaté à la figure des institutions de l'Etat et du faible tissu économique régulier, après que les effets de la crise des revenus pétroliers ont commencé à irriguer l'ensemble de l'appareil économique, les nouvelles opportunités d'investissement et les ménages.

L'Algérie peut-elle se permettre à traîner une telle architecture de l'économie nationale, au moment où même la notion péjorative de «rente» commence sérieusement à s'effiloche et à prendre eau de toutes parts? La nouvelle donne fait que, dans le contexte actuel, où les recettes extérieures du pays ont diminué de 60% en l'espace de trois ans, le secteur informel est sérieusement sollicité par l'Etat et la société pour sauver ce qui peut l'être dans l'équilibre des comptes de la nation et de la cohésion de la société. Cependant, dans la résistance à l'effort de transformation ou reconversion qu'on lui demande de consentir, les capacités de nuisances de ce secteur risquent de prendre une ampleur plus grande.

Outre les problèmes spéci-

fiques liés aux performances des entreprises algériennes - management, innovation technologique... - et au rythme de création de nouvelles entreprises, l'économie algérienne pâtit lourdement de la part de l'informel qui lui fait une concurrence déloyale, qui expose le consommateur à des risques sanitaires et qui pénalise les caisses sociales (Cnas, Casnos, Cacobath) et les services fiscaux par le non-paiement des cotisations et des impôts. Si ce genre de dérives et de contre-performances n'ont pas été «comptabilisées» correctement jusqu'en 2014, c'est que les revenus pétroliers pouvaient aisément suppléer à l'absence de contribution d'une partie de l'économie nationale à l'effort de la collectivité. Même les disparités sociales qui pouvaient en naître ont été prévenues et jugulées par les transferts sociaux mobilisés par l'Etat en direction des ménages de façon indiscriminée. Le gouvernement Tebboune compte justement réajuster les transferts sociaux pour leur subir un tamisage selon le statut social des ménages, comme il entend lutter contre les déficits commerciaux - écart entre les montants des importations et des exportations - autrement que par le recours aux réserves de changes dont il ne reste que 100 milliards de dollars.

Un «secteur» tentaculaire et polymorphe

L'on a souvent cette façon de restreindre le secteur informel de l'économie nationale aux mar-

chands ambulants qui encombrant les rues et les quartiers, ou aux grands marchés de gros écoulant des produits d'importation sans facture.

L'économie informelle, c'est aussi les établissements de commerce, de production ou de prestation de services, légalement installés, mais qui utilisent de la main-d'œuvre au noir. Ils sont des milliers d'acteurs sur le terrain, à commencer par les entrepreneurs en bâtiment et en travaux publics qui emploient des centaines d'ouvriers non déclarés.

Les inspections du travail sont malheureusement limitées dans leur action et dans leurs prérogatives.

Des dossiers d'accidents de travail ou de maladie professionnelle, ayant affecté des travailleurs non déclarés à la caisse d'assurance sociale, entraînent des années devant les tribunaux. Les employeurs payent rarement et tardivement les violations préméditées de la loi sur le travail.

Incontestablement, une partie importante des problématiques liées au niveau de vie des populations, au niveau des salaires, aux performances de recouvrement de la fiscalité, à la qualité et à l'hygiène des produits commercialisés, particulièrement les produits alimentaires, se heurte à un ce monstre de l'informel et du marché parallèle qui a pris dans son étau l'ensemble de la collectivité. Selon des estimations approximatives, ce créneau détiendrait près de 50% de la masse monétaire en circulation dans le pays, sans qu'il puisse contribuer d'un iota à l'alimentation du budget de l'Etat.

On a mis en avant, un certain moment, la «consolation» qui consiste à dire que le marché informel crée de l'emploi. Mais, c'est un emploi non seulement mal rémunéré et non assuré socialement, mais qui, en plus, expose les travailleurs à tous les risques inhérents à des activités parfois dangereuses.

Décidément, on a toutes les peines du monde à maîtriser les contours et à sonder les mécanismes de l'économie informelle, même si ses manifestations extérieures n'arrêtent pas de crever les yeux et de créer même des problèmes de circulation dans certains quartiers et sur des routes nationales. De ce fait, il crée même des problèmes de sécurité, si bien que la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) a été mise à contribution lors du début de démantèlement de certains commerces informels en 2012 et 2013. C'est là un «secteur» par lequel transitent d'immenses capitaux et se constituent d'immenses fortunes, tout en mettant en difficulté le peu d'économie structurée. Le marché parallèle, avec toutes ses variantes (activités commerciales non déclarées, ateliers légaux recrutant des postes au noir...) emploierait aujourd'hui plus de deux millions de personnes, dans ses impacts directs et indirects. L'ampleur du phénomène s'accroît chaque année avec une proportion d'environ 8%.

Accord de paix et de réconciliation au Mali

Paris appelle à accélérer la mise en œuvre

La France a appelé vendredi les acteurs maliens à accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, réaffirmant son plein soutien à l'action de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma).



La France réaffirme son plein soutien à l'action de la Minusma en faveur de la paix et de la stabilisation du Mali et appelle tous les acteurs maliens à accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix, signé mai-juin 2015, a indiqué le porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères lors du point de presse hebdomadaire.

Réagissant à l'adoption jeudi par le Conseil de sécurité de la résolution 2364 qui renouvelle le mandat de la Minusma, la France a estimé que cette résolution confirme le mandat robuste que le Conseil de sécurité a confié à la Minusma, en soutien du processus de paix au Mali.

«Elle renforce le soutien des Casques bleus au redéploiement des forces de défense et de sécurité maliennes ainsi que la coopération entre les

Casques bleus, la nouvelle Force conjointe du G5-Sahel et les forces françaises», a souligné le porte-parole.

Sollicitée par le gouvernement malien, la France est engagée militairement depuis 2013 au Mali.

De par son rôle déterminant dans l'aboutissement de l'accord de paix et dans le suivi de sa mise en œuvre, Alger est régulièrement consultée par Paris.

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, s'est entretenu mercredi avec son homologue français, Emmanuel Macron, rappelle-t-on. Outre les relations bilatérales, les deux chefs d'Etat ont procédé à un échange de vues sur les voies et moyens de nature à concourir à l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au

nord du Mali, accord dont l'Algérie est chargée du suivi de l'application, en association avec d'autres partenaires internationaux du Mali, dont la France, avait indiqué un communiqué de la présidence algérienne.

De son côté, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé, il y a une quinzaine de jours, à un nouveau calendrier pour mettre en œuvre l'accord de paix et de réconciliation dans ce pays, en exhortant les parties maliennes à s'entendre sur une vision claire sur ses mécanismes de suivi, dont la période transitoire touche à sa fin.

Selon son entourage, le président Emmanuel Macron considère que l'accord de paix progresse mais de manière inégale et le rythme de progression ne répond aux attentes, malgré la justesse de la feuille

de route.

Par ailleurs, une rencontre est prévue dimanche à Bamako du G5-Sahel, à laquelle la France est invitée, et le dossier malien sera un des points à l'ordre du jour, a-t-on indiqué à l'Elysée.

Le G5-Sahel (Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Tchad) est un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, créé lors d'un sommet du 15 au 17 février 2014. Il se réunit à différents niveaux dont, pour le volet militaire, au niveau des chefs d'état-major des armées.

Le sommet de Bamako sera l'occasion pour donner le coup d'envoi effectif de la force militaire conjointe des pays du G5-Sahel qui sera accompagnée par la force française Barkhane.

R. N.

Médecins sans frontière

Suspension des activités à Kidal «pour manque de sécurité»

L'organisation humanitaire Médecins sans frontière (MSF) a annoncé, vendredi, avoir suspendu ses activités à Kidal, dans le nord du Mali, «pour un manque de sécurité».

Les installations de MSF ont fait l'objet de cambriolages répétés ces dernières semaines, notamment dans la région de Kidal.

«Considérant qu'il s'agit du troisième cambriolage en un peu plus d'un mois, et aussi que la tentative d'attaque de notre entrepôt a été violente, nous sommes forcés de suspendre toutes nos activités jusqu'à ce que nous puissions mener nos activités de manière sûre», souligne MSF dans un communiqué.

«C'est une décision difficile parce que l'aide humanitaire reste absolument nécessaire dans la région de Kidal et que MSF est une des rares organisations présentes sur place», note le texte.

MSF est déployée dans la région de Kidal depuis 2015 pour assurer l'accès aux soins de santé de base dans plusieurs aires de santé, mais les actes d'insécurité entravent souvent le travail des humanitaires sur le terrain.

En avril dernier, le CICR avait suspendu ses activités à Kidal pour les mêmes raisons d'insécurité.

Le Cicr a ensuite repris ses activités après avoir obtenu les garanties de sécurité nécessaires pour le personnel et les biens auprès des autorités et des leaders de la région.

Le Conseil de sécurité a prorogé jeudi le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) jusqu'au 30 juin 2018 en renforçant ses capacités opérationnelles.

La décision du Conseil, adoptée à l'unanimité, intervient à la fin de la période intérimaire de deux ans prévue par l'accord de paix et de réconciliation au Mali.

La Minusma est chargée d'appuyer la mise en œuvre de l'accord de paix, issu du processus d'Alger, en soutenant les efforts du gouvernement malien pour rétablir et étendre progressivement l'autorité de l'Etat et l'Etat de droit sur tout le territoire.

La mission est chargée également de soutenir le déploiement de patrouilles de sécurité mixtes dans le nord du Mali, si nécessaire, ainsi que le redéploiement des forces de défense et de sécurité maliennes, dans le cadre prévu par l'accord.

R. M.

●●●

Pour ce type d'emploi, précaire et non déclaré, les «employeurs» ne manquent pas. Ils sont secrétés par les circonvolutions d'un système économique qui n'arrive pas encore à avoir ses marques. Sorti d'un système du «tout-Etat», l'on a du mal à aborder ce qui est supposé être un mouvement de libéralisation de l'économie et de tous les segments qui lui sont liés: emploi, salaires, prix, contrôle de la qualité...etc.

Les milliards de dinars d'évasion fiscale auraient pu bien contribuer au renforcement du budget de l'Etat et à la création de milliers d'emplois légaux par des opérations d'incitation aux investissements dans les secteurs de l'agri-

culture, de l'industrie, du tourisme ou des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Dar ailleurs, les payeurs d'impôts disciplinés sont indubitablement découragés par une concurrence déloyale qui leur est faite par des «intrus» qui, en plus, n'offrent aucune garantie sur la qualité de la marchandise. Des transactions sur des marchandises non facturées et des emplois non déclarés aux organismes de sécurité sociale constituent un grand manque à gagner pour les services des impôts et un poison insidieusement distillé aux acteurs et établissements légalement installés. En mars dernier, alors qu'il était ministre du Commerce par intérim, le nouveau Premier ministre,

Abdelmadjid Tebboune, a fait état du lancement d'une étude devant porter sur les mécanismes, le contenu et la dynamique de l'économie informelle. Cette étude, intitulée «Economie informelle : concepts, modes opératoires et impacts», est confiée au Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread), avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Selon Tebboune, cette étude permettra de mieux connaître l'économie informelle dans ses différentes dimensions (financement, production, commercialisation, emploi), de cerner et de quantifier son impact sur l'économie nationale afin d'élaborer une stratégie adéquate pour lutter contre ce phénomène.

En reconnaissant l'insuffisance, voire l'inanité des mesures prises jusqu'ici pour faire «entrer dans les rangs» la partie informelle de l'économie algérienne, Abdelmadjid Tebboune dira que l'étude confiée au Cread constitue une «entame d'une réflexion objective et profonde autour de la problématique de l'informel qui a pris des proportions alarmantes sur la sphère économique nationale». Tebboune estime que l'économie informelle est «un obstacle majeur pour la promotion de la production nationale dans le processus de la diversification économique amorcée par le gouvernement, qui représente une option fondamentale du développement du pays».

En tout cas, cette réalité amère, gangrénant des secteurs entiers de

l'économie nationale, ne peut laisser indifférent les décideurs d'autant qu'une constante propension vers le pire semble s'inscrire dans une fatale logique d'autoreproduction et métastases.

Une étude de l'informel est confiée au Cread

Fragilisée socialement - chômage chronique, échec scolaire, problèmes familiaux, bureaucratie - des franges de la population, maillons faibles d'une société et d'une économie en sempiternelle transition, en sont réduites à s'engouffrer dans n'importe quelle brèche pour accéder à un emploi, même si dernier n'est couvert par aucune garantie légale.

S. T.

Selon un ministre allemand

Le FMI participe pour «la dernière fois» à un programme de sauvetage grec

Le Fonds monétaire international (FMI), créancier de la Grèce aux côtés de la zone euro, ne participera plus à un programme de sauvetage grec, a révélé Wolfgang Schauble, ministre allemand des Finances lors d'un entretien paru hier dans le quotidien *Ta Néa*.



«**N**ous sommes tous convenus (zone euro et FMI) que le troisième programme grec (2015-2018) sera le dernier avec la participation du FMI», a indiqué le ministre, connu pour son intransigeance sur la question de la restructuration de la dette grecque.

Le FMI ne cesse de réclamer l'allègement de la dette grecque, une solution, selon l'institution, visant à donner un nouveau souffle à l'économie

du pays.

Ayant participé financièrement aux deux premiers prêts internationaux accordés pour parer à la crise de la dette, le FMI reste présent au troisième programme grec, mais refuse pour le moment de donner de l'argent, si la zone euro ne décide pas d'alléger la dette grecque (à 180% du PIB).

«Les règles du FMI correspondent à un pays qui dispose de sa propre monnaie mais non pas à un pays membre d'une union monétaire», selon

le ministre.

Membre de la zone euro, la Grèce «peine à devenir compétitive dans un environnement de parité (des changes) monétaire», explique M. Sch?uble.

Les trois prêts internationaux accordés à la Grèce depuis l'éclosion de la crise de la dette en 2010 et accompagnés d'une austérité stricte, ont permis d'obtenir «quelques résultats mais n'ont pas résolu le problème», avoue Wolfgang Schauble qui espère toutefois une

solution d'ici à la fin du programme en 2018.

«Le Mécanisme européen de stabilité (MES) devrait se transformer en un Fonds monétaire européen» pour répondre aux besoins éventuels des pays membres de la zone euro, a estimé le ministre allemand.

Sous la pression surtout de Berlin, la zone euro n'a pas encore tranché sur l'épineuse question de la dette grecque, renvoyant ce dossier à l'année prochaine.

R. Y.

Brésil

Le taux de chômage en baisse

Le taux de chômage au Brésil a connu en mai sa deuxième baisse consécutive après environ deux ans et demi de hausse ininterrompue, reculant de 0,3 point pour atteindre 13,3%, alors que le pays tente de sortir d'une récession historique. Au total, 13,8 millions de personnes cherchaient un emploi fin mai, contre 14 millions en avril, selon les chiffres publiés vendredi par l'Institut brésilien de géographie et statistiques (IBGE). En avril, le taux de chômage avait reculé de 0,1 point pour atteindre 13,6%, la première baisse depuis novembre 2014. Ce nouveau recul a surpris les analystes, constituant une baisse plus importante que les prévisions de 35 des 36 économistes consultés par l'agence Bloomberg. Le taux de chômage au Brésil reste néanmoins extrêmement élevé, alors qu'il était de 11,2% en mai 2016. Cette nouvelle baisse d'un mois sur l'autre montre toutefois que le géant sud-américain commence à sortir de sa pire crise depuis les années 30, avec un recul de son PIB de 3,8% en 2015 et de 3,6% en 2016.

Mais selon André Perfeito, analyste du cabinet de consultants Gradual, il est trop tôt pour parler d'une «tendance», considérant cette baisse du chômage «encore trop timide». Il s'agit tout de même d'une bonne nouvelle pour le président conservateur Michel Temer, qui fait face à de graves accusations de corruption et mise sur des mesures d'austérité impopulaires pour tenter de relancer l'économie. Une mobilisation nationale contre ces réformes a été convoquée vendredi par les syndicats dans les principales villes du Brésil, mais les appels à la grève étaient peu suivis en début de journée.

G. L.

UE

L'amende infligée à Google «reviendra aux citoyens européens»

L'amende record de 2,4 milliards d'euros infligée cette semaine par Bruxelles à Google pour abus de position dominante «reviendra aux citoyens européens» via leurs gouvernements, a déclaré samedi la commissaire européenne à la Concurrence Margrethe Vestager.

En «désaccord» avec l'Union européenne, le mastodonte américain de l'internet a déjà indiqué qu'il envisageait de faire appel. Mais cet appel «n'est pas suspensif» et, si la Commission européenne l'emporte en dernière instance, «cette amende reviendra aux citoyens européens», a assuré Mme Vestager sur France Inter : chacun des 13 Etats membres concernés par la procédure verra sa contribution au budget de l'UE pour l'année suivante réduite «au prorata, en fonction de cette amende», a-t-elle précisé.

Bruxelles accuse Google d'avoir abusé de sa position ultra-dominante dans la recherche en ligne pour favoriser son comparateur de prix «Google Shopping», déployé dans 13 pays européens, dont la France, depuis 2010.

Le géant américain est par ailleurs sous le coup de deux autres enquêtes de la Commission européenne pour abus de position dominante: la première concerne sa plateforme publicitaire AdSense, la seconde son système d'exploitation Android. Dans des conclusions préliminaires rendues sur ces deux autres dossiers, la Commission européenne avait estimé que Google enfreignait là aussi les règles européennes.

T. L.

Porté par des signes d'un recul de la production aux Etats-Unis

Le pétrole termine la semaine en hausse

Les prix du pétrole ont terminé la semaine en hausse, soutenus par de nouveaux signaux sur une baisse de la production de brut aux Etats-Unis.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a terminé à 47,92 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en hausse de 50 cents par rapport à la clôtu-

re de jeudi. Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a gagné 1,11 dollar à 46,04 dollars sur le contrat pour livraison en août au New York Mercantile Exchange (Nymex).

Les cours, qui montaient dès le début des échanges, ont accéléré leur progression après l'annonce d'un recul du nombre de

puits de pétrole en activité aux Etats-Unis, selon le décompte hebdomadaire du groupe privé Baker Hughes.

«Cela suggère que la récente chute des prix commence à avoir un impact sur ce que font les producteurs sur le terrain», avance un analyste.

Le baril de WTI a perdu près de 10 dollars

en un mois avant de tomber la semaine dernière à son plus bas niveau depuis août 2016.

Les cours ont depuis regagné un peu de terrain, une reprise amplifiée mercredi par l'annonce d'une baisse de la production de pétrole brut de 100 000 barils par jour la semaine dernière aux Etats-Unis.

Ces éléments laissent entrevoir un resserrement de l'offre sur un marché où le pétrole est abondant.

Mais les investisseurs «sont encore très sensibles au fait que la réduction de l'offre de 1,8 million de barils par jour promise par l'Opep (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) et ses partenaires pour permettre aux prix de se reprendre «va très probablement être contrebalancée par la hausse de la production dans certains pays», relève un autre analyste.

La Libye notamment «pourrait extraire en juillet jusqu'à 1 million de barils par jour et le Nigeria continue d'augmenter sa production», selon l'analyste.

Ces deux pays sont membres de l'Opep mais sont exemptés de quotas du fait de leurs problèmes politiques. Nombre d'analystes doutent que les prix du pétrole soient sortis de leur déprime.

R. N.

FMI

Le Portugal anticipe son remboursement d'un milliard d'euros

Le Portugal a remboursé avant terme un milliard d'euros au Fonds monétaire international (FMI) et compte déboursier 2,6 milliards supplémentaires d'ici août, a annoncé vendredi le gouvernement.

Dans le cadre de son plan de sauvetage international, le Portugal s'était vu accorder par le FMI depuis 2011 des prêts de 29,6 milliards d'euros, dont plus de la moitié ont été désormais remboursés.

Le Portugal espère ainsi réduire les charges liées aux taux d'intérêt élevés des prêts du FMI, qui se montent à 4,6%, alors que le pays emprunte à présent sur les marchés à un taux de 3% à dix ans.

«Le remboursement anticipé au FMI contribue de manière décisive à améliorer la viabilité de la dette en diminuant son coût», a commen-

té le ministère des Finances dans un communiqué.

Le Fonds de secours de la zone euro (MES) avait approuvé mercredi une demande du Portugal de rembourser avec anticipation au total 9,4 milliards d'euros du prêt du FMI d'ici 2019.

Autre reflet de l'optimisme concernant l'avenir économique du Portugal, le FMI a relevé vendredi sa prévision de croissance pour le pays à 2,5% en 2017, contre 1,7% auparavant, invoquant «la forte croissance du tourisme» et le «rebond de la construction».

Le FMI a également jugé parfaitement «atteignable» l'objectif du gouvernement portugais de ramener son déficit public à 1,5% du Produit intérieur brut (PIB) cette année, après 2% en 2016.

H. Y.

Alimentation en eau potable à Tizi Ouzou

Réunion pour tenter de régler un différend à Illilten

Une réunion sera organisée aujourd'hui à Tizi Ouzou pour tenter de régler un différend sur la répartition d'eau qui oppose des villages de la commune d'Illilten, située à 70 km à l'est de Tizi Ouzou, a indiqué le directeur locale des ressources en eau.



« Il sera procédé durant cette rencontre à la présentation d'une nouvelle solution proposée par les villages Taghzout, Azrou et Iguefilene tout en tentant de convaincre les représentants de Tifilkout, seul hameau qui continue à s'opposer à toute initiative, à y adhérer », a déclaré M. Hameg Rachid devant les élus de l'assemblée populaire de wilaya (APW), réunis jeudi en session ordinaire pour débattre de la situation de l'alimentation en eau potable (AEP) à Tizi-Ouzou. Cette solution, dégagée lors d'une réunion qui a regroupé la coordination des trois villages et à laquelle Tifilkout n'a pas sou-

haité prendre part, « consiste en le captage de deux sources qui se situent sur le territoire d'Azrou et dont le comité de ce village a donné son accord afin d'alimenter le chef-lieu de la commune privé d'eau (les foyers, la salle de soins, les établissements scolaires et le siège de l'APC) », a-t-il précisé. « Ce captage servira également au renforcement de l'alimentation de Taghzout, le village le plus pénalisé qui est actuellement alimenté par deux forages dont le débit reste insuffisant (1 litre/seconde) », a souligné M. Hameg, relevant que l'APC d'Illiltene et les services de l'unité de Tizi Ouzou de l'Algérienne des eaux (ADE), comble le déficit en eau du chef-

lieu communal et de Taghzout par un programme quotidien de citernage. Le responsable a rappelé que « dans le cadre du règlement de ce conflit, plusieurs réunions présidées par le wali Mohammed Bouderbali, dont une marathonienne de plus de 10h, ont été tenues en présence des parties concernées et à l'issue desquelles la wilaya a inscrit au titre des programmes communaux de développement (PCD) trois opérations ». Il s'agit de l'étude du réaménagement du schéma directeur de l'AEP de la commune d'Illilten à partir des captages de sources pour une répartition équitable de l'eau entre les villages, la réhabilitation du système d'alimentation

en eau potable vandalisé l'été dernier par des villageois opposés à cette solution, pour un montant de six millions de DA, ainsi que la réalisation et l'équipement de deux forages pour le village de Taghzout

Cette dernière opération (réalisation de deux forages) est la seule qui a été concrétisée, les deux autres étant à l'arrêt suite à l'opposition des villageois de Tifilkout à l'exécution des travaux, et ce malgré plusieurs tentatives d'apaisement, a déploré le directeur des ressources en eau, qui espère qu'un accord se dégage entre les différentes parties pour un dénouement définitif de ce différend lors de la réunion de dimanche prochain. **Reda A.**

Illizi

1 200 enfants bénéficient de camps de vacances sur le littoral

Au moins 1 200 enfants, filles et garçons, issus des différentes communes de la wilaya d'Illizi bénéficieront de camps de vacances sur les côtes des wilayas de Tipasa et d'Alger, a-t-on appris de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Entrant dans le cadre du programme arrêté par le ministère de la Jeunesse et des Sports portant prise en charge des enfants des wilayas du Sud durant les vacances d'été, l'opération sera organisée en quatre contingents de 400 enfants chacun pour des sessions de 15 jours, au niveau des plages d'Alger et de Bou Ismaïl, a précisé le chargé de l'opération au niveau de la DJS, Mohamed Touki.

Le premier contingent d'estivants prendra son départ vendredi après-midi. 120 animateurs et accompagnateurs ont été mobilisés pour assurer l'encadrement, selon le programme récréatif établi à cet effet, a-t-il précisé.

Les estivants seront acheminés à bord de 24 bus équipés en moyens nécessaires pour assurer leur transport dans des conditions confortables, en plus de leur dotation de tenues d'été et d'articles de camping.

L'opération a été précédée par une large campagne d'information au niveau des différents établissements et structures de jeunes via les ondes de la radio locale, en vue de permettre au plus grand nombre d'enfants de bénéficier de ces vacances d'été sur le littoral.

T. O.

Tissemsilt

Campagne de prévention contre la toxicomanie

Une campagne de prévention et de sensibilisation contre les dangers de la consommation de drogue a été lancée jeudi par les services de la Sûreté de la wilaya de Tissemsilt, indique un communiqué de la même institution.

Cette campagne qui s'étalera sur une semaine est organisée à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la lutte contre la drogue, précise le document, ajoutant qu'un riche programme incluant des conférences, des expositions ainsi que des activités sportives est prévu.

Des cadres de la Sûreté de wilaya se rendront, par ailleurs, disponibles pour répondre aux questions des jeunes et moins jeunes, sur les dangers de la consommation des drogues, les soins et les moyens de répression existants. Des dépliants, expliquant les dangers des différentes drogues et les psychotropes, ainsi que les moyens disponibles pour se soigner sont par ailleurs distribués.

Cette manifestation intervient dans un contexte alarmant dû à l'ampleur de la consommation des drogues, notamment dans les milieux juvénile, malgré tous les efforts déployés par les services de la sécurité pour lutter et prévenir contre ce phénomène, conclut le communiqué.

R. T.

Béjaïa

Mise en service partielle de la nouvelle gare maritime

La nouvelle gare maritime, inaugurée temporairement durant l'été 2016, a été partiellement mise en service avec son ouverture au trafic des passagers, a constaté un journaliste de l'APS.

Deux niveaux richement équipés d'un bâtiment qui en compte quatre, dont l'un dédié aux embarquements et l'autre aux débarquements, ont été ainsi ouverts à l'occasion de l'arrivée du premier car-ferry de l'été, le *Tarik Ibn Ziad*, en l'occurrence, qui transportait à son bord depuis Marseille, 450 passagers et 150 véhicules, a-t-on indiqué.

En raison des procédures, des facilitations

et des circuits mis en place, notamment quatre couloirs verts et deux couloirs rouges, le navire a été traité en 60 minutes, à la grande satisfaction des voyageurs, mis habituellement à rude épreuve à cause de la vétusté de l'ancienne escale.

Cette mise en service lance officiellement le départ des activités de cet équipement, mis en construction en 2013, pour un coût prévisionnel de plus de 4 milliards de dinars et qui ambitionne de rayonner sur plusieurs pays, par la diversification des offres de voyage, notamment vers la Tunisie (La Goulette) et l'Italie dans un premier temps.

Conçu pour traiter 500 000 voyageurs par an, la fin et la livraison du chantier, confiée à l'entreprise publique Batimétal, cette nouvelle gare s'étale sur 27.000 m² et prend pied autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du port, avec des agencements aussi fonctionnel qu'esthétique.

Deux passerelles relient les deux bâtiments intra et extra-portuaire, dont l'assemblage offre une structure imposante à l'armature urbaine de Béjaïa.

En prévision de cet été, 13 rotations sont prévues avec à la clé le traitement de quelques 20 à 25 000 voyageurs.

R. T.

Khenchela

Un volume d'eau supplémentaire

Le volume d'eau potable réservé aux habitants de la wilaya de Khenchela à partir du barrage Koudit Lemdouar dans la wilaya de Batna a été revu à la hausse, atteignant les 23 000 m³/jour quotidiennement au lieu de 16.000m³/jour, a indiqué le directeur local des ressources

en eau par intérim, Ali Benbadi. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) dans cette wilaya surtout avec l'arrivée de la saison des chaleurs, a précisé le responsable à l'APS, rappelant que le barrage Koudiat Lemdouar dont la capacité de

stockage est de l'ordre de 63 millions de m³ alimentera les communes de Taouzient, Kais, El Hama, Ouled Rechache, El Mahmal et Khenchela.

Depuis début 2017, 14 forages ont été mis en service au profit des habitants des régions rurales de Khenchela, a fait savoir M. Benbadi, faisant part

de l'impact de ces opérations dans la réduction du phénomène de la pénurie de l'eau potable.

Il a dans ce contexte indiqué que sept nouveaux forages seront prochainement raccordés au réseau électrique pour permettre leur mise en service d'ici au mois d'août prochain au profit de plusieurs régions rurales à

l'instar de Aïn Daoud dans la commune de Yabous, Fourn Tifist dans la commune d'El Hama, Ouled Oucif dans la commune de Chelia, Assoul à Bouhamama, et Tadinart à Ouled Rechache en plus de deux localités rurales dans la daïra de Chechar.

K. M.



Blida

Importante enveloppe affectée à l'équipement public

Une enveloppe globale de plus de 65 milliards de DA a été consacrée à l'équipement public, à Blida, durant la période s'étalant de 2012 à 2017, a annoncé, jeudi, le wali par intérim Houari Layachi.

Intervenant à l'ouverture de la 2ème session ordinaire de l'APW, M. Layachi a signalé l'affectation d'une enveloppe de plus de 65 milliards de dinars à l'équipement, durant ces cinq (5) dernières années, dont 25 milliards au secteur des travaux publics, et 900 millions aux daïras de la wilaya, au moment où les communes ont bénéficié d'un montant de 3,1 milliards de cette enveloppe.

Il a, en outre, fait part de la création, en 2016, de trois(3) entreprises publiques d'importance (Mitidja Inara, Hadaik et Nadhafa), destinataires d'un budget global de 11 milliards de DA, pour leur gestion et équipement.

Jusqu'au mois de juin courant, le taux de consommation de ce budget a été estimé à 70% pour le volet équipement et 88 % pour celui de la gestion.

L'opportunité a donné lieu à l'adoption, par les membres de l'APW, du projet de budget complémentaire, pour l'exercice 2017, d'un montant de 3.248.063.448 pour le volet gestion et de 2.667.721.168 pour celui de l'équipement public.

Le wali par intérim de Blida a souligné, à l'occasion, l'impératif d'adoption d'une nouvelle vision en matière de gestion, qui va consacrer le rôle des collectivités locales, en les orientant de façon à jouer un rôle économique adapté à la situation du



pays, nécessitant la découverte de nouvelles alternatives aux hydrocarbures, par la valorisation des ressources locales, pour en faire une source de richesse, a-t-il indiqué.

Cette nouvelle session de l'APW a, également, abordé le dossier des petites mosquées de quartiers (Mossala), au nombre de 31 à l'échelle de la wilaya, dont cinq (5) abritant les cinq (5) prières, au moment où huit (8) sont ouvertes aux prières durant le

Ramadhan, et le reste non autorisées à abriter des prières.

Le directeur des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya a soutenu les interventions stipulant la nécessité de réglementation de la situation juridique de ces lieux de culte, estimant que si les mosquées ne sont pas contrôlées, elles peuvent être génératrices d'idées extrémistes susceptibles de détruire la Nation.

L. B.

Portes-ouvertes sur la Gendarmerie à El Tarf

Les outils et moyens d'intervention polarisent l'attention des visiteurs

Les outils et moyens sophistiqués d'intervention exploités par les services de la Gendarmerie nationale dans le cadre de leurs missions quotidiennes pour la lutte contre la contrebande, la criminalité et différents délits ont polarisé l'attention des nombreux visiteurs, a-t-on constaté jeudi à l'occasion de «Portes ouvertes» organisées par la gendarmerie nationale à El Tarf.

Une panoplie d'outils et de tenues spéciales d'intervention dont des gilets pare-balles, des casques de protection, des matraques électriques, des stations de radio fixes et mobiles, des manettes exploitées dans le cadre de divers crimes, exposés dans le hall de la bibliothèque principale de lecture Louise Françoise dite Belkacem Mabrouka, a drainé une foule curieuse et admirative.

Des jeunes ayant manifesté leur désir de rejoindre les rangs de ce corps de sécurité ont saisi cette opportunité pour avoir un maximum de détails et d'informations pour tenter d'en faire partie. D'autres se sont intéressés aux explications données par des animateurs de stands dédiés à la criminalité dans cette wilaya frontalière qui enregistre une recrudescence de la contrebande touchant notamment le carburant, le corail, les denrées alimentaires ainsi que le vol de cheptel.

Selon des statistiques présentées, la wilaya d'El Tarf a enregistré durant l'exercice 2016 pas moins de sept affaires liées à l'extraction illégale du sable durant les quatre premiers mois de 2017 contre cinq (5) en 2016, en sus de 1605 affaires crimi-

nelles enregistrés en 2016 par la police judiciaire de ce corps d'élite, contre 1854 autres en 2015, alors que le bilan des quatre (4) premiers mois de l'année en cours est de 620 affaires.

Selon la même source, 954 individus ont été impliqués en 2016 dans ces affaires, contre 1281 en 2015.

Lors de la cérémonie d'ouverture de cette manifestation à laquelle ont pris part les autorités locales, civiles et militaires, neuf fauteuils roulants ont été remis à des

personnes aux besoins spécifiques ainsi que des cadeaux symboliques, distribués à des représentants de divers organismes (retraités de corps de sécurité, moudjahidine, handicapés, journalistes..).

Parallèlement à ces portes ouvertes qui s'étaleront jusqu'au 1er juillet prochain, une campagne de don de sang a été organisée par la direction de la santé du chef-lieu de wilaya, à l'entrée de la bibliothèque.

M. T.

Constantine

Lancement prochain de la réalisation de 4.000 logements AADL

Les travaux de réalisation de près de 4.000 logements de type location-vente à Constantine seront lancés à la prochaine rentrée sociale, a-t-on appris jeudi auprès des responsables locaux de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL).

Ce programme de logements, dont plus de 2.000 unités seront réalisées à l'entrée de la ville d'El Khroub et plus de 1.500 unités à l'extension Ouest de la ville Ali Mendjeli, sera lancé en chantier «d'ici au mois de septembre prochain», a-t-on affirmé de même source, précisant que ces

marchés viennent d'être confiés à des entreprises locales. La réalisation de ce quota de logements vient s'ajouter à un programme de 6.000 unités de même type en réalisation dans le nouveau pôle intégré El Retba, dans la commune de Didouche Mourad, a-t-on fait savoir, mettant l'accent sur l'importance de ces logements dans la satisfaction de la demande exprimée localement pour ce type de logement.

La wilaya de Constantine avait initialement bénéficié d'un programme de réalisation de près de 8.200 unités location-vente avant de décrocher un quota supplémen-

Ouargla Un budget pour la réfection des structures éducatives

■ Une enveloppe de 1,1 milliard DA a été consacrée cette année à la réfection et la réhabilitation d'une série de structures éducatives à travers le territoire de la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris des services de la wilaya.

Cette opération de réfection ira à l'entretien, pour un montant de plus de 596 millions DA, aux écoles primaires implantées dans les régions d'Ouargla, N'Goussa, Sidi-Khouiled, El-Hedjira, Hassi Messaoud, et la région frontalière d'El-Borma, a-t-on indiqué.

Le reste de l'enveloppe, soit plus de 503 millions DA, sera réservée aux établissements implantés au niveau de la wilaya déléguée de Touggourt qui coiffe quatre daïras et 11 communes.

L'opération a été lancée durant les dernières vacances de printemps et se poursuivra durant les vacances d'été, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on souligné. Pour mener à bien cette opération, les autorités locales ont procédé, au premier trimestre de cette année, à la mise en place d'une commission chargée de faire un état des lieux de l'ensemble des établissements primaires et de relever les carences au niveau de chacun. La wilaya d'Ouargla compte 474 établissements, dont 312 écoles primaires, 112 collèges et 50 lycées.

H. M.

Laghouat Camps d'été au profit de familles défavorisées

■ Près de 1.300 enfants issus de familles défavorisées de la wilaya de Laghouat bénéficieront de camps d'été sur les côtes algéroises, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Ces enfants, âgés entre 6 et 14 ans et scindés en quatre contingents, vont passer, du début juillet prochain à la fin août, des sessions de vacances de quinze jours chacune, sur les plages de la wilaya d'Alger, notamment le camp de Staoueli, un bien de la wilaya de Laghouat.

Choisis en coordination avec les services des affaires sociales des communes de la wilaya de Laghouat, ces estivants, qui seront accompagnés de psychologues, seront dotés de trousseaux complets leur permettant de passer, à la faveur des programmes récréatifs tracés en leur honneur, d'agréables vacances. Quelque 1.500 estivants issus de différentes communes de la wilaya de Laghouat avaient bénéficié l'an dernier de séjours sur le littoral, tandis que la direction de l'Action sociale consacré une enveloppe pour organiser des opérations similaires au profit de 400 enfants.

O. N.

CONFLITS ▶▶

Irak

Vers une victoire rapide à Mossoul

L'Irak s'attend à une victoire rapide de ses troupes à Mossoul contre l'organisation jihadiste Etat islamique (EI), qui subit également des revers en Syrie.



Trois ans après s'être emparés de vastes régions dans ces deux pays meurtris par des conflits, les jihadistes sont piégés dans leurs principaux fiefs de Mossoul, en Irak, et de Raqa, en Syrie, et leur «califat» est désormais en lambeaux.

Avec l'aide de la coalition internationale antijihadistes dirigée par les Etats-Unis, les forces irakiennes ont lancé en octobre 2016 leur offensive pour reprendre Mossoul, deuxième ville du pays et dernier grand fief urbain de l'EI en Irak.

Soutenue par la même coalition, une force arabo-kurde syrienne a lancé en novembre 2016 une offensive pour chasser l'EI de Raqa, capitale de facto du groupe en Syrie, pays ravagé depuis 2011 par une guerre complexe.

«Dans les prochains jours, nous annoncerons la victoire finale sur Daech», a affirmé vendredi le général Abdel Ghani al-Assadi à l'AFP à Mossoul, en utilisant un acronyme en arabe de l'EI.

Il a estimé qu'entre 200 à 300 jihadistes, en majorité des étrangers, se trouvaient encore dans la vieille ville de Mossoul, dernier carré de la cité où ils ont été acculés.

Jeudi, le Premier ministre irakien Haider al-Abadi avait estimé que le «califat» proclamé par l'EI en juin 2014 sur les territoires

conquis en Syrie et en Irak, touchait à sa fin.

Le même jour, un porte-parole de la coalition internationale, le colonel américain Ryan Dillon, avait dit que la reprise totale de Mossoul, aux mains de l'EI depuis 2014, était une question de «jours».

Evictions forcées

Il a fallu huit mois aux forces irakiennes pour progresser jusqu'à Mossoul et reprendre la grande majorité de la ville face à la résistance farouche de l'EI, responsable d'atrocités dans les zones sous son contrôle et d'attentats meurtriers à travers le monde.

Vendredi, les combats se poursuivaient dans le Vieux Mossoul où les rues étroites et la présence de nombreux civils rendent l'avancée des forces irakiennes extrêmement délicate.

Des dizaines de milliers de civils y sont «retenus comme boucliers humains», selon les Nations unies.

L'ONU s'est en outre inquiété des menaces croissantes, notamment d'évictions forcées, contre des civils à Mossoul soupçonnés de liens avec l'EI. Elle a appelé le gouvernement irakien à «agir pour mettre fin à de telles évictions ou à tout type de punition collective».

Jeudi, les forces irakiennes sont parvenues au site quasi-détruit de la mosquée

emblématique Al-Nouri, où Abou Bakr al-Baghdadi avait fait en juillet 2014 son unique apparition publique connue en tant que chef de l'EI pour appeler tous les musulmans à lui «obéir». Le site avait été dynamité il y a huit jours par les jihadistes devant l'avancée de l'armée.

Vendredi, des troupes des forces spéciales irakiennes déployées sur place à bord de blindés pour surveiller les lieux ont essuyé des tirs d'armes automatiques et de snipers des forces jihadistes.

Le sort de Baghdadi demeure inconnu. Le 16 juin, la Russie a affirmé l'avoir probablement tué dans un raid aérien fin mai près de Raqa. La coalition internationale n'a pas confirmé sa mort.

La mosquée Al-Nouri et le minaret penché surnommé «la tour de Pise irakienne», ont été détruits le 21 juin par les jihadistes.

L'EI se retire d'Alep

La ville de Mossoul a été dévastée par les combats qui ont poussé des centaines de milliers d'habitants à la fuite. Aucun bilan global de victimes civiles ou militaires n'a été officiellement fourni mais certaines sources ont fait état de centaines de civils tués.

Malgré la pression accrue et les multiples offensives, l'EI continue de résister.

En Syrie, le groupe fait face à une vaste

offensive des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui cherchent à le chasser de Raqa (nord). Les jihadistes sont désormais encerclés dans cette ville où près de 100.000 civils sont «pris au piège» selon l'ONU.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (Osdh), des combats continuent d'opposer à Raqa les FDS, soutenues par les raids de la coalition, aux jihadistes qui ont néanmoins réussi, à la faveur de contre-attaques, à reprendre le quartier al-Senaa qu'ils avaient perdu récemment.

Quelque 2.500 jihadistes combattent à Raqa, selon le général britannique Rupert Jones, commandant en second de la coalition internationale.

Subissant un autre revers en Syrie, l'EI s'est totalement retiré d'une vingtaine de villages qui étaient encore sous son contrôle dans la province d'Alep (nord) face à la progression des forces prorégime, a indiqué l'Osdh.

Selon une étude du cabinet d'analyse IHS Markit, l'EI a perdu en trois ans 60% du territoire qu'il occupait en Irak et en Syrie et 80% de ses revenus.

La montée en puissance de l'EI en 2014 avait été permise par la guerre dévastatrice en Syrie qui a fait plus de 320 000 morts depuis mars 2011, et par l'instabilité politique et sécuritaire en Irak.

AFP

Afghanistan

Huit taliban tués dans la province de Kunduz

Huit taliban, dont un important chef, ont été tués samedi lors d'une offensive repoussée par les forces afghanes dans le district de Dasht-e-Archi situé dans la province de Kunduz (nord), a annoncé Nasrudin Nazari, le gouverneur de ce district.

«Les taliban ont lancé une offensive coordonnée pour prendre le siège du gouvernement du district de Dasht-e-Archi ce matin, mais, les forces de sécurité ont riposté, tuant huit rebelles, dont un commandant clé des talibans, le mollah Mudasir, et forçant les assaillants à s'enfuir», a précisé M. Nazari.

Deux policiers ont été blessés dans les combats, a-t-il ajouté.

Des affrontements entre les forces de sécurité et les rebelles se poursuivent dans certaines zones à l'extérieur du siège du gouvernement du district, a indiqué M. Nazari, en ajoutant que les forces de sécurité étaient en train de chasser les rebelles afin de rétablir une paix durable dans le district.

R. N.

Selon le HCR

Près d'un demi-million de Syriens de retour chez eux cette année

Près d'un demi-million de Syriens ont retrouvé leur foyer cette année dont 440 000 déplacés internes et 31 000 ayant rejoint un pays voisin, rapporte vendredi le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Convaincus par l'amélioration de la sécurité dans certaines zones, ces Syriens ont décidé de rentrer.

La grande majorité sont originaires des

grandes villes comme Alep, Hama, Homs et Damas.

«C'est une tendance significative et un nombre conséquent», s'est réjoui lors d'une conférence de presse à Genève un porte-parole du HCR, Andrej Mahecic.

«La plupart d'entre eux reviennent pour vérifier s'ils ont toujours leurs biens, retrouver leur famille».

Le HCR estime à 6,3 millions le nombre

de Syriens déplacés après plus de six ans de guerre et à 5 millions le nombre de réfugiés dans les pays voisins.

Selon une étude récente du HCR, plus de 80% des réfugiés syriens souhaitent regagner leur pays.

«Parmi eux, seuls 6% environ envisagent cette possibilité dans un proche avenir», souligne l'agence onusienne.

AFP

Les Kurdes prêts à s'attaquer aux rebelles pro-turcs

Les miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) ont l'intention de «libérer» le secteur situé entre Azaz et Djarablous, qui se trouve aux mains des rebelles syriens soutenus par la Turquie, selon un de leurs chefs.

Le commandant Sipan Hemo l'annonce dans un entretien accor-

dé à un journal kurde et ses propos ont été relayés sur internet par un responsable des Forces démocratiques syriennes (FDS), mouvement soutenu par les Etats-Unis, dont les YPG sont la principale composante.

Il ne précise pas quand ses hommes ont l'intention de s'emparer de cette zone, mais il dit consi-

dérer les rebelles syriens soutenus par Ankara qui en ont chassé les djihadistes de l'Etat islamique (EI) à l'automne comme une force d'occupation.

Les tensions croissantes entre Ankara et les rebelles kurdes syriens ont donné lieu mardi soir à des échanges de tirs près d'Azaz.

L'armée turque y a dépêché

des renforts en hommes et en matériel, a-t-on appris le lendemain auprès de rebelles kurdes et de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui parle de préparatifs en vue d'une offensive contre les YPG. La Turquie les considère comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et a vivement reproché à

Washington de leur avoir fourni des armes dans le cadre de la lutte contre l'EI.

Côté kurde, on fait valoir qu'une offensive turque détournerait les FDS et les YPG de la bataille de Rakka, dernière position urbaine importante des djihadistes en Syrie.

Reuters

FRICAINES

Côte d'Ivoire

Mise en service du barrage hydroélectrique de Soubré

La Côte d'Ivoire a officiellement mis en service vendredi le barrage hydroélectrique de Soubré, construit par la Chine pour résorber le déficit énergétique du pays, un des leaders africains de l'électricité.



Lors d'une cérémonie, le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a procédé à la mise en marche d'une des quatre turbines qui composent cet ouvrage d'une puissance de 275 mégawatts. D'un coût de 331 milliards de FCFA (504 millions d'euros), la construction de ce barrage de quatre kilomètres de long, démarrée

en 2013 dans le sud-ouest du pays, a été financée par la Chine à hauteur de 85%. Le barrage de Soubré va "mettre à la disposition de nos ménages et de nos industries une énergie fiable, de bonne qualité, abondante, équitablement répartie sur l'ensemble du territoire national", a assuré M. Gon Coulibaly, évoquant une "forte et croissante demande, au taux de 10%

par an en moyenne".

Avant Soubré, la fourniture d'électricité de la Côte d'Ivoire était assurée à hauteur de 75% par l'énergie thermique et le reste revenant aux barrages hydroélectriques.

Première puissance économique d'Afrique de l'ouest francophone, la Côte d'Ivoire est engagée dans la reconstruction de son réseau depuis la fin de la crise post-

électorale meurtrière de 2010-2011.

Les autorités projettent d'investir 18 milliards de dollars (15,7 milliards d'euros) dans le secteur d'ici 2030, financés en grande partie par le privé. Abidjan ambitionne de doubler sa production actuelle (2.000 MW) d'ici 2020.

Le gouvernement ivoirien avait augmenté en 2016 les tarifs de l'électricité, justifiant cette hausse par le fait que l'Etat continuait de subventionner l'électricité à hauteur de 60 à 80 milliards de FCFA (91,4 à 121,9 millions d'euros) par an.

Ces augmentations ont provoqué en juillet 2016 des manifestations qui avaient dégénéré en violences dans plusieurs villes du pays.

Détentriche d'un monopole de distribution, la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), privatisée en 1990 et propriété du groupe franco-africain Eranove, fournit le courant à 1,3 million d'abonnés ivoiriens, et exporte vers le Ghana, le Togo, le Bénin, le Burkina et le Mali.

AFP

Nouveau renvoi en octobre du procès de Michel Gbagbo

Le procès de Michel Gbagbo, le fils de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, pour "divulgateur de fausses nouvelles" qui devait s'ouvrir vendredi à Abidjan, a de nouveau été reporté au 20 octobre, a annoncé son avocat. "L'audience de ce jour, la procédure correctionnelle contre Michel Gbagbo et Laurent Despas a été ren-

voquée au 20 octobre 2017" a affirmé, dans un communiqué, l'avocat de l'inculpé, Me Ange Rodrigue Dadjé.

Ce renvoi "souhaité par l'avocat, en accord avec le parquet et le Tribunal", est dû aux "occupations professionnelles de l'accusé qui préside le jury du baccalauréat" et à l'absence du co-accusé Laurent Despas, "en France pour raison

familiale depuis le 6 juin", a-t-il expliqué.

Le procès de Michel Gbagbo et de Laurent Despas, directeur général du site d'information Koaci.com, initialement prévu pour le 23 juin, avait déjà été reporté d'une semaine, en raison d'un dysfonctionnement de l'appareil judiciaire.

AFP

Migrants

Une soixantaine de disparus après un naufrage en Méditerranée

Une soixantaine de migrants sont portés disparus en Méditerranée après le naufrage de leur embarcation de fortune au large de la Libye, a annoncé vendredi à l'AFP un porte-parole de l'OIM, se basant sur le récit de survivants.

L'embarcation, un canot pneumatique, transportait entre 140 et 150 personnes, mais seules 80 d'entre elles ont pu être sauvées, a précisé Flavio Di Giacomo, porte-parole à Rome de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le canot pneumatique a

commencé à embarquer de l'eau environ cinq heures après son départ lundi depuis les côtes libyennes. "Ils ne savent pas combien de temps ils ont attendu avant que les secours arrivent. Ils se sont accrochés à des bouts de canot jusqu'à la nuit tombée, et un bateau est arrivé pour les sauver", a déclaré M. Di Giacomo.

Les survivants ont alors été transportés à bord d'un navire militaire britannique, patrouillant dans cette partie de la Méditerranée dans le cadre de l'opération Sophia destinée à lutter contre les trafiquants d'êtres humains.

Avec quelque 470 autres personnes, ils ont été ensuite débarqués vendredi dans le port italien de Brindisi (sud-est).

En raison du beau temps, les départs se sont multipliés depuis les côtes libyennes. Plus de 10.000 personnes ont ainsi été secourues depuis dimanche.

Quelque 83.000 migrants ont déjà débarqué sur les côtes italiennes depuis le début de l'année, ce qui a provoqué quelques tensions.

L'Italie a récemment menacé de bloquer l'entrée de ses ports aux navires battant pavillon étranger, dont

ceux affrétés par exemple par les ONG française, espagnole ou allemande, participant aux opérations de sauvetage au large de la Libye. Le gouvernement italien réclame aussi davantage de solidarité de la part de ses partenaires européens, dont bien peu respectent les quotas d'accueil de migrants pourtant décidés par l'Union européenne.

Quelque 2.100 personnes ont trouvé la mort en tentant de traverser la Méditerranée à la recherche d'un avenir meilleur depuis le début de l'année, selon l'OIM.

Agence

Niger

Relocalisation d'un camp de réfugiés visé par un attentat-suicide

Les milliers de réfugiés et déplacés vivant dans le camp onusien de Kabaléwa (sud-est du Niger) où deux civils ont été tués mercredi dans un attentat-suicide perpétré par deux femmes kamikazes, vont être transférés dans d'autres camps, ont annoncé vendredi les autorités locales. "Nous avons demandé au Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) de terminer d'ici lundi" les opérations de transfert vers "le camp de Sayam", autre site onusien de réfugiés situé plus à l'intérieur du pays, a affirmé à la radio Laouali Mahamane, le gouverneur de la région de Diffa.

Le camp de Kabaléwa, qui accueille quelque 10.000 personnes, "est très proche de la frontière" du Nigeria "donc très proche du champ des opérations des éléments de (groupe jihadiste nigérian) Boko Haram", a relevé le gouverneur qui a visité jeudi le camp visé par cette attaque. "Nous ne pouvons même pas contrôler tous les mouvements des personnes", a-t-il expliqué. Les personnes déplacées, qui sont toutes de nationalité nigérienne, seront, elles, déplacées vers un nouveau site "loin de la frontière", a-t-il assuré.

Le gouverneur a prévenu que "les récalcitrants" seront transférés "par la force".

Mercredi soir, deux femmes kamikazes qui avaient infiltré le camp de Kabaléwa ont actionné leur charge explosive, tuant deux civils dans le camp, a affirmé une source humanitaire citée par l'agence AFP.

Le gouverneur a précisé qu'outre les deux civils, 11 personnes avaient également été blessées.

Le dernier attentat-suicide perpétré au Niger par des éléments de Boko Haram remonte à octobre 2015, lorsque quatre kamikazes étaient morts après avoir fait exploser leurs ceintures d'explosifs à Bosso, une ville au sud de Kabaléwa, sans faire de victimes civiles ou militaires.

La région de Diffa abrite plus de 300.000 réfugiés et déplacés, dont des milliers vivent aux dépens d'une population locale déjà très pauvre, selon l'ONU qui demande à la communauté internationale d'accroître son soutien financier.

H. M.

Nigeria

Fin d'une épidémie de méningite qui a fait 1.166 morts

Les autorités sanitaires nigérianes ont annoncé la fin d'une épidémie de méningite due, pour la première fois, au virus de souche C et qui a tué 1.166 personnes à travers le pays.

"Nous avons déclaré formellement la fin de l'épidémie de méningite", a annoncé mercredi à la presse dans Abuja le ministre nigérian de la Santé, Isaac Adewole.

"Au total, 14.518 cas suspects de méningite ont été recensés dans 25 Etats (du pays), ayant causé la mort de 1.166 personnes", a précisé dans un communiqué le Centre national de surveillance des maladies (NCDC).

Plus tôt cette semaine, le NCDC avait annoncé avoir restreint ses opérations d'urgence liées à l'épidémie en raison d'un déclin dans le nombre de nouveaux cas. Les premiers cas d'infection avaient été rapportés en novembre 2016 dans l'Etat de Zamfara. Puis la maladie s'est propagée dans 22 autres Etats avant que les autorités ne lancent une campagne de vaccination massive dans ce pays de 190 millions d'habitants, le plus peuplé d'Afrique. La méningite à méningocoques est causée par différents types de bactéries, dont six peuvent causer des épidémies. Il se transmet par la toux et les éternuements, notamment dans les zones surpeuplées où existe une forte promiscuité entre les habitants. La maladie provoque une inflammation aiguë des couches externes du cerveau et de la moelle épinière, les symptômes les plus courants étant la fièvre, les maux de tête et la raideur du cou. Les épidémies de méningite ne sont pas rares au Nigeria, qui se situe sur la "ceinture de la méningite" qui court du Sénégal à l'Ethiopie. En 2015 déjà, plus de 13.700 personnes avaient été infectées et plus de 1.100 étaient mortes lors d'une flambée de l'épidémie au Nigeria et au Niger voisin.

H. Y.

Brésil

Journée de mobilisation contre le pouvoir, moins suivie que prévue

Des incidents avec des groupes de manifestants ont marqué vendredi la journée de mobilisation contre les mesures d'austérité du gouvernement brésilien, qui était cependant moins suivie que prévu, un répit pour le président Michel Temer.

Les principaux syndicats avaient dans un premier temps lancé un appel à la grève générale pour vendredi, finalement annulé il y a une semaine, en raison de la faible adhésion à ce mouvement. Contrairement à la dernière grande journée de mobilisation, le 28 avril, les transports en commun fonctionnaient normalement dans la plupart des grandes villes du pays. La circulation a néanmoins été perturbée

L'ONU valide une baisse de 7% du budget des Casques bleus

■ L'Assemblée générale de l'ONU a entériné vendredi une baisse de 7% du prochain budget des Casques bleus, sous la pression des Etats-Unis qui veulent réduire leur financement des Nations unies. Les Nations unies dépenseront 7,3 milliards de dollars pour leurs opérations de maintien de la paix l'an prochain (période du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018), au lieu de 7,87 milliards actuellement, soit une baisse de 7,2%.

Les Etats membres ont validé 6,8 milliards de dollars pour 14 missions, auxquels s'ajouteront 500 millions supplémentaires en décembre pour le maintien de la paix en Haïti et dans la région soudanaise du Darfour.

Les Etats-Unis, premier contributeur à ce budget, voulaient une baisse encore plus significative en réduisant la facture d'un milliard de dollars, soit un recul de près de 13%. L'Union européenne soutenait la baisse validée vendredi. Cet accord est loin des demandes du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, qui voulait augmenter à 7,97 milliards de dollars les financements des opérations de maintien de la paix. Le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric a expliqué qu'il s'agissait d'un financement «significativement plus faible que ce que nous avions l'an dernier» mais que l'ONU ferait «tout son possible pour s'assurer que les mandats des missions soient remplis».

«Nous ne pouvons pas exagérer la valeur des opérations de maintien de la paix», a déclaré M. Dujarric. «Ca reste le moyen le plus efficace en terme de coûts à la disposition de la communauté internationale pour prévenir les conflits et promouvoir les conditions d'une paix durable». Les responsables de l'ONU font régulièrement valoir que le coût de ces missions représente une toute petite fraction des dépenses militaires dans le monde.

Les missions de l'ONU les plus touchées seront celle en Haïti, ainsi que celles de la région du Darfour, au Soudan et de la République démocratique du Congo (RDC), qui sont les plus coûteuses (plus d'un milliard de dollars chacune). L'ambassadrice américaine Nikki Haley s'est félicitée de ces coupes budgétaires «juste cinq mois après notre arrivée» à l'ONU. «Et nous ne faisons que commencer», a-t-elle ajouté. Washington finance 28,5% du budget des opérations de maintien de la paix (7,87 milliards) et 22% du budget de fonctionnement de l'ONU (5,4 milliards). Les autres principaux contributeurs sont la Chine, le Japon, l'Allemagne et la France.

AFP



bee vendredi matin par des manifestants qui avaient placé des barricades pour bloquer des routes, notamment à Rio de Janeiro, où des incidents entre policiers et manifestants se sont prolongés jusque dans la nuit. Des pneus ont été brûlés sur les principales voies d'accès à la ville, provoquant des embouteillages monstre atteignant 70 km à l'heure de pointe, selon le site d'informations G1.

À Sao Paulo, capitale économique du pays, un groupe d'une vingtaine de personnes a installé des barricades pour bloquer une route du centre-ville, avant d'être dispersé par les forces de l'ordre à l'aide de grenades assourdissantes, a constaté un journaliste de l'AFP.

D'autres manifestations étaient prévues dans l'après-midi dans les rues des principales villes du pays.

Baisse du chômage

«Les grèves et manifestations sont les moyens que nous utilisons pour faire pression afin de pouvoir négocier sérieusement avec le gouvernement», a déclaré Carlos Gonçalves, secrétaire général du syndicat Força Sindical. Les manifestants protestent contre deux mesures phares du président Temer: la réforme des retraites et la libéralisation du marché du travail, qui doit être votée prochainement au Sénat. La politique du gouvernement pour tenter de sortir le pays de la récession a été un peu confortée vendredi par l'annonce d'une baisse du chômage pour le deuxième mois consécutif, après deux ans et demi de hausse ininterrompue. Ce taux reste extrêmement élevé (13,3% en mai), avec 13,8 millions de personnes à la recherche d'un emploi, mais le

recul de 0,3 point par rapport à avril a surpris la plupart des analystes. André Perfeito, du cabinet Gradual, considère qu'il est trop tôt pour parler d'une «tendance», jugeant cette baisse «encore trop timide». Il s'agit tout de même d'une bonne nouvelle pour le président Temer, qui compte notamment sur les résultats économiques pour se maintenir au pouvoir malgré le scandale de corruption qui l'a considérablement fragilisé. «La nouvelle loi du travail va aider les entreprises à créer de nouveaux emplois», s'est défendu M. Temer dans une vidéo diffusée en soirée sur les réseaux sociaux. «Ma plus grande préoccupation, c'est d'ouvrir des possibilités pour les millions de Brésiliens au chômage, victimes des mesures antérieures», a-t-il assuré.

'Responsabilité et indépendance'

La semaine dernière, il est devenu le premier président brésilien en exercice de l'histoire à être formellement mis en accusation pour corruption. Le Parlement doit maintenant décider si le chef de l'Etat doit être inculpé, ou l'affaire classée. La demande de mise en accusation du procureur général doit être acceptée par les deux tiers des députés, ce qui permettrait à la Cour suprême d'entamer un procès. Avant le vote en session plénière, une commission sera chargée de donner son avis, non contraignant. «C'est un moment délicat, grave et nous nous devons faire preuve de responsabilité et d'indépendance», a affirmé le président de cette commission, Rodrigo Pacheco. M. Temer est accusé de s'être «prévalu de sa condition de chef de l'Etat» pour recevoir des pots-de-vin de la part du géant de la viande JBS, par l'intermédiaire de l'ex-député Rodrigo Rocha Loures. Arrêté le 3 juin, cet ancien proche collaborateur du président a été filmé en train de recevoir une valise pleine de billets. Vendredi, la presse brésilienne faisait état de rumeurs sur l'intention qu'aurait M. Rocha Loures de collaborer avec la justice. Ses confessions pourraient être fatales au chef de l'Etat. Mais l'ancien député brésilien a été libéré dans la journée de vendredi après une décision inattendue de la Cour suprême. Il est désormais en résidence surveillée avec port d'un bracelet électronique.

AFP

Migrants

Réunion des ministres de l'Intérieur français, allemand et italien aujourd'hui à Paris

■ Les ministres de l'Intérieur français, italien et allemand se retrouveront aujourd'hui soir à Paris pour discuter d'une «approche coordonnée» pour aider l'Italie à faire face à l'afflux de migrants dans ses ports, a-t-on appris vendredi de source proche du dossier à Paris.

Cette rencontre, qui réunira Gérard Collomb, Marco Minniti et Thomas de Maizière ainsi que le commissaire européen chargé des migrations Dimitris Avramopoulos, intervient alors que l'Italie, confrontée à des arrivées continues sur ses côtes, a menacé mercredi de ne plus accepter l'entrée de ses ports aux bateaux étrangers transportant des migrants secourus en Méditerranée.

«Les ministres italien et allemand de l'Intérieur, ainsi que le commissaire Avramopoulos viendront retrouver le ministre Gérard Collomb à Beauvau», a affirmé cette source à l'AFP. «L'idée c'est d'avoir une approche coordonnée et concertée des flux migratoires en Méditerranée centrale» et de «voir comment on peut mieux aider les Italiens», en

amont de la réunion informelle des ministres de l'Intérieur de l'UE qui est prévue le 6 juillet à Tallinn en Estonie, a-t-elle ajouté.

Rome se plaint d'être livrée à elle-même face à la crise migratoire et appelle ses partenaires européens à davantage de solidarité. Le pays a enregistré depuis le début de l'année plus de 73.300 arrivées de migrants, en hausse de plus de 14% sur la même période en 2016, en provenance de la Libye pour la plupart. Plus de 10.200 migrants ont été secourus entre dimanche et mardi au large de la Libye. Les garde-côtes italiens coordonnent ces opérations de sauvetage, auxquelles participent de nombreux bateaux étrangers, y compris plusieurs affrétés par des ONG.

«Si on continue avec ces chiffres, la situation va être ingérable même pour un pays grand et ouvert comme le nôtre», a déclaré le président italien Sergio Mattarella à Ottawa. Le Premier ministre italien, Paolo Gentiloni, a appelé de son côté les autres pays de l'UE à apporter une «contribution concrète» pour aider Rome.

La Commission européenne a appelé Rome au dialogue. «Nous comprenons les inquiétudes de l'Italie et nous soutenons son appel à un changement de la situation», a déclaré jeudi une porte-parole de la Commission. Mais «tout changement de politique devrait d'abord être discuté avec les autres Etats membres», a-t-elle ajouté.

Jeudi à Berlin, la chancelière allemande et le président français se sont tous deux dit prêts à mieux soutenir l'Italie. «Nous allons à coup sûr côté allemand aider l'Italie à faire face à ce problème», a affirmé sans plus de précision Angela Merkel.

«Nous devons travailler ensemble sur des solutions plus efficaces permettant à tous les demandeurs d'asile d'avoir un traitement humain et efficace dans un délai plus rapide d'où qu'ils viennent», a pour sa part observé Emmanuel Macron, rappelant toutefois que «plus de 80% du phénomène migratoire que décrit le président du Conseil italien sont des migrations économiques» ne relevant pas de l'asile politique.

AFP

Trump

Le temps de la patience face à Pyongyang est révolu



Le président des États-Unis, Donald Trump, a lancé vendredi une mise en garde au régime «dangereux et brutal» de la Corée du Nord, affirmant que le temps de la patience était révolu, mais restant évasif sur sa stratégie.

Recevant pour la première fois dans le Bureau ovale le nouveau président sud-coréen Moon Jae-In, qui plaide pour une forme d'ouverture face à son voisin du nord, M. Trump n'a exclu aucune hypothèse, soulignant qu'il disposait de «nombreuses options» pour répondre aux programmes nucléaire et balistique de ce pays.

Son hôte, qui a souligné «la détermination et le pragmatisme» du nouveau locataire de la Maison Blanche, a annoncé l'avoir invité à Séoul d'ici la fin de l'année, insistant sur la solidité des liens entre les deux pays alliés.

Quelque 28.000 soldats américains sont déployés en Corée du Sud face à une Corée du Nord qui multiplie les essais de missiles - cinq depuis l'entrée en fonction de M. Moon - dans sa quête pour mettre au point un engin balistique intercontinental susceptible de por-

ter le feu nucléaire sur le continent américain.

«Notre objectif est la paix, la sécurité et la stabilité pour la région. Mais les États-Unis se défendront toujours et nous défendrons toujours nos alliés», a lancé le président américain. «La patience stratégique avec le régime nord-coréen a échoué. Honnêtement, la patience est terminée», a-t-il ajouté lors d'une déclaration depuis les jardins de la Maison Blanche.

«Ensemble, nous faisons face à la menace du régime dangereux et brutal de Corée du Nord (...) La dictature nord-coréenne n'attache aucune importance à la sécurité de son peuple et de ses voisins et n'a aucun respect pour la vie humaine».

M. Trump a assuré que les États-Unis travaillaient étroitement avec la Corée du Sud, le Japon et d'autres partenaires à travers le monde sur «un ensemble de mesure diplomatiques, économique et de sécurité».

«Appliquer les sanctions»

Sans citer explicitement la Chine, il a appelé «les autres puissances régionales et toutes les nations responsables» à se joindre aux efforts américains pour appliquer les sanctions visant le régime.

L'administration Trump a annoncé jeudi, pour la première fois, des sanctions contre une banque chinoise (Bank of Dandong), accusée d'avoir facilité des transactions au profit de compagnies impliquées dans le

développement de missiles balistiques.

Si la Maison Blanche a martelé que ces sanctions ne visaient «en aucune façon» la Chine, principal soutien économique de Pyongyang, la démarche marque un tournant pour le président américain qui a, pendant plusieurs mois, salué la bonne volonté du président Xi Jinping pour tenter de faire renoncer la Corée du Nord à ses programmes nucléaire et balistique.

L'annonce concrétise un changement de pied qu'il avait laissé entrevoir il y a dix jours dans un tweet dans lequel il déplorait que les efforts chinois n'aient «pas fonctionné».

Accusée d'avoir facilité des transactions au profit de compagnies impliquées dans le développement de missiles balistiques, la Bank of Dandong a été mise à l'index et sera désormais privée d'accès au système financier américain.

L'administration américaine a par ailleurs mis sur sa liste noire deux ressortissants chi-

nois, accusés de faciliter le développement d'armes de destruction massive. Selon le Trésor, ces initiatives «ont été prises en réponse au contournement continu des sanctions internationales par la Corée du Nord, ainsi qu'au développement d'armes de destruction massive».

Donald Trump, élu sur la promesse de place «L'Amérique d'abord», a également insisté sur la nécessaire évolution des échanges commerciaux entre les deux pays alliés.

«Nous sommes en train de renégocier un accord commercial qui sera, je l'espère, équitable pour les deux parties», a-t-il déclaré, martelant qu'il entendait mettre fin à une situation dans laquelle les États-Unis avaient un déficit commercial avec «beaucoup beaucoup de pays».

AFP

Deux journalistes insultés par Trump s'interrogent sur sa santé mentale

Les deux journalistes vedettes de la chaîne MSNBC, Mika Brzezinski et Joe Scarborough, qui ont fait l'objet d'attaques personnelles et insultantes sur Twitter par Donald Trump, ont dénoncé vendredi un président américain «à la dérive» et mis en doute sa santé mentale. «L'obsession malsaine du président avec Morning Joe (l'émission matinale de MSNBC, NDLR) ne sert pas l'intérêt de son état mental, ni du pays qu'il dirige», écrivent les deux journalistes dans un éditorial publié par le Washington Post, intitulé «M. Trump, s'il vous plaît, arrêtez de nous regarder». «Les dirigeants et les alliés de l'Amérique se demandent une nouvelle fois si cet homme a les capacités requises pour être président», poursuivent-ils. Donald Trump avait fustigé jeudi en deux tweets assassins «la folle Mika au faible QI» et «Joe le psychopathe». Il affirme avoir refusé de les recevoir en décembre dans sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride. «J'ai regardé @MorningJoe au faible audimat pour la première fois depuis longtemps. fausse information. Il m'a appelé pour arrêter un article du National Enquirer. J'ai dit non ! Mauvaise émission», a tweeté le président des États-Unis. «Nous sommes convaincus que l'homme n'est pas mentalement équipé pour continuer à regarder Morning Joe», écrivent encore les deux journalistes qui conseillent au président américain de se contenter de «rester branché sur Fox&Friends», l'émission de Fox News très favorable à Donald Trump. «Ce sera mieux pour l'Amérique et le reste du monde», concluent-ils.

AFP

Trump prie le Sénat d'abroger l'Obamacare sur le champ

Le président américain, Donald Trump, a prié vendredi les sénateurs républicains d'abroger immédiatement le système de santé Obamacare s'ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un projet de substitution et de remettre son remplacement à une date ultérieure. Cet appel intervient alors que les différentes sensibilités du Parti républicain s'efforçaient vendredi de trouver un consensus sur la réforme du système de santé. Les chances qu'ils y parviennent sont toutefois extrêmement minces, de nombreux élus ayant déjà quitté Washington où les travaux parlementaires sont suspendus avant la célébration, le 4 juillet, de la fête nationale. «Si les sénateurs républicains sont incapables de voter ce sur quoi ils travaillent, ils doivent immédiatement abroger et remplacer à une date ultérieure», a écrit le président américain sur Twitter.

Le projet présenté par les républicains abrogerait les principaux éléments de l'Obamacare mais il se heurte à l'hostilité des ailes modérées et conservatrices du Parti, qui ne peut donc pas le faire adopter par la très courte majorité dont il dispose au Sénat.

D'un côté, les plus modérés souhaitent que le nouveau système de santé soit plus généreux à l'égard des plus modestes, de l'autre, les plus conservateurs jugent que le texte ne va pas assez loin, notamment sur l'abolition des systèmes de régulation.

Reuters

New York

Fusillade dans un hôpital

Un ancien employé d'un hôpital du Bronx a ouvert le feu vendredi après-midi sur ses anciens collègues, tuant une médecin et blessant six autres personnes, avant de se donner la mort, selon les autorités new-yorkaises.

Le tireur était lui-même docteur et ex-employé du Lebanon Hospital, l'un des grands hôpitaux du Bronx, ont précisé le maire Bill de Blasio et le chef de la police James O'Neill, écartant la possibilité d'un acte lié au jihadisme. Les responsables n'ont pas confirmé les informations données par de nombreux médias, qui l'ont identifié comme Henry Bello, un médecin de 45 ans. Il aurait travaillé quelques mois dans ce grand hôpital du Bronx, avec près de 1.000 lits. Il devait être renvoyé pour harcèlement sexuel quand il a démissionné, selon le New York Times.

Il a pénétré l'établissement en blouse blanche, muni d'une arme automatique qu'il avait apparemment dissimulée sous la blouse,



selon la police. La fusillade s'est déroulée aux 16e et 17e étages de l'hôpital, peu avant 15H00, une heure de pointe pour les consultations et les visites. La police a rapidement encerclé l'hôpital situé sur l'une des grandes artères du Bronx, postant des hommes en armes sur les toits alentours et fouillant étage par étage. Le tireur a finalement été retrouvé mort dans une mare de sang au 17e étage de l'établissement. Après avoir tenté de s'immoler par le feu, «il s'est apparemment tiré lui-même dessus», a indiqué M. O'Neill.

'Barricadés'

Le médecin décédé, une femme dont l'identité n'a pas été précisée, a été retrouvée allongée non loin de lui. Le maire a indiqué que plusieurs autres docteurs «étaient entre la vie et la mort», sans dire combien de médecins figuraient parmi les six blessés.

«Dieu merci, ce n'est pas un acte de terrorisme, c'est un incident isolé, une affaire liée au travail. Ça n'en est pas moins tragique ou horrible», a déclaré le maire lors d'un point de presse devant l'hôpital. Plusieurs témoins ont raconté la panique que la fusillade a provoquée, même si le bilan semble avoir été limité par les soins prodigués immédiatement aux blessés par le personnel sur

place. Garry Trimbie a ainsi raconté à l'AFP avoir reçu un coup de fil de sa fiancée, employée à l'hôpital, vers 15h15. «Elle pleurait, elle a dit que quelqu'un avait commencé à tirer, et que les employés avaient couru et s'étaient barricadés dans la pièce d'où elle appelait». Une femme enceinte, venue pour une consultation au 14e étage, a salué la réaction du personnel. «J'ai fait ce qu'on m'a dit, et je suis saine et sauve. Ils nous ont dit d'aller dans une pièce et de nous cacher, on était barricadés. Le personnel contrôlait la situation», a-t-elle indiqué à l'AFP, ne donnant que son prénom, Tamara. «J'ai appris depuis longtemps: quand on est enceinte, il ne faut jamais paniquer», a-t-elle ajouté, le sourire malgré tout.

'C'est mon tour'

Le Bronx, un des quartiers new-yorkais où la criminalité est la plus élevée, «n'est pas terrible, on n'est pas surpris quand quelque chose comme ça arrive dans un hôpital comme celui-ci», a indiqué à l'AFP une infirmière de l'hôpital, Patricia Phipps, qui était au 3ème étage. «Je me suis juste dit: «c'est mon tour!»» Garry Trimbie était moins fataliste. Il a estimé que «l'hôpital devait en faire plus en matière de sécurité» et poster notamment «un policier à chaque entrée».

Au-delà de la sécurité de l'hôpital, cette nouvelle tragédie risque d'alimenter la controverse sur le contrôle des armes aux Etats-Unis et la multiplication des fusillades mortelles. De Blasio, qui vante régulièrement la criminalité en baisse à New York, y a fait allusion vendredi, en soulignant que l'incident était «le genre de choses qu'on a vu ailleurs dans le pays». «Chaque fois que ces choses-là se produisent, c'est un nouveau rappel qu'il faut en faire plus sur l'accès aux armes (...). On ne peut pas continuer à ne rien faire», a estimé un élu démocrate du Bronx, Marcos Crespo, sur la chaîne locale New York 1.

La dernière grande fusillade américaine remonte au 14 juin, près de Washington, lorsqu'un homme a tiré sur l'équipe de baseball formée d'élus républicains du Congrès, blessant quatre personnes dont le numéro trois de la Chambre, Steve Scalise. Le tireur avait été abattu par la police.

AFP

En vacances en Indonésie Obama retourne voir sa maison d'enfance à Jakarta

■ L'ancien président américain Barack Obama a profité de vacances en famille en Indonésie pour retourner voir sa maison d'enfance à Jakarta vendredi, où il a également rencontré le président indonésien.

«Apa kabar» («comment allez-vous ?» en indonésien), a lancé Barack Obama au président indonésien Joko Widodo, devant les médias, lors d'une rencontre au palais présidentiel, en banlieue de Jakarta. Dans son enfance, Barack Obama a vécu pendant quatre ans à Jakarta, la capitale indonésienne, jusqu'en 1970, sa mère ayant épousé un Indonésien.

Barack Obama est très apprécié en Indonésie, où une statue en bronze de deux mètres à son effigie a été érigée dans la cour de son ancienne école. La statue du «petit Barry» - le surnom que ses camarades d'école indonésiens lui donnaient - montre le jeune Obama, habillé d'un short et d'un t-shirt, tenant dans sa main un papillon. Barack Obama devrait prononcer samedi un discours consacré au pluralisme et à la tolérance lors d'une convention de la diaspora indonésienne.

AFP

Colombie Gouvernement et ELN discutent d'un cessez-le-feu

■ Le gouvernement colombien et l'ELN ont annoncé vendredi avoir commencé à discuter d'un cessez-le-feu bilatéral, la dernière guérilla active du pays se montrant disposée à mettre fin aux enlèvements.

«Nous avons commencé la discussion d'un cessez-le-feu qui comprendra, outre l'arrêt des opérations offensives entre les parties, une aide humanitaire pour la population», a déclaré le chef des négociations pour l'Armée de libération nationale (ELN), Pablo Beltran, à l'issue vendredi du deuxième cycle de discussions à Quito.

Depuis le début de ce dialogue de paix en février, destiné à obtenir une «paix complète» après l'accord noué avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), l'ELN a plaidé pour la fin des hostilités. Mais le président colombien Juan Manuel Santos a posé comme condition la fin de certaines pratiques de la guérilla comme les enlèvements, les attaques contre des infrastructures et les extorsions.

Des discussions vont être ouvertes pour «étudier si les conditions existent pour avancer vers un cessez-le-feu bilatéral accompagné de la fin des hostilités», a indiqué la délégation du gouvernement dans un communiqué. Interrogé par radio Caracol en Colombie sur le fait que l'accord inclurait la fin des enlèvements et des attaques contre les infrastructures, le chef négociateur de l'ELN a répondu: «C'est correct».

«Pour accompagner ce cessez-le-feu, nous allons mettre en place une mesure d'apaisement humanitaire, c'est-à-dire réduire l'impact du conflit sur la population civile», a-t-il indiqué. «Notre objectif est que ce cessez-le-feu soit opérationnel quelques jours avant l'arrivée de sa Sainteté (le pape François) en Colombie», où il effectuera une visite début septembre, a également déclaré M. Beltran à la ministre des Affaires étrangères d'Equateur, Maria Fernanda Espinosa, qu'il a rencontrée vendredi.

K. L.

Kansas

Nouvel État américain à autoriser les armes sur les campus

Les étudiants et enseignants seront autorisés à venir armés à partir de samedi dans les universités publiques du Kansas, dernier État américain en date à opter pour cette solution afin de renforcer la sécurité dans un pays régulièrement marqué par les fusillades meurtrières.

Les armes devront rester dissimulées, selon la loi («concealed carry law») votée il y a quatre ans dans cet État du centre des Etats-Unis. Elle s'appliquait depuis à tous les établissements publics à l'exception des universités qui en avaient été exclues jusqu'au 1er juillet.

Alarmés par son entrée en vigueur, certains enseignants et étudiants songent à quitter les établissements publics, selon les médias locaux.

«Je ne vais pas enseigner à des élèves armés, c'est complètement fou», a déclaré un professeur d'anglais de l'université du Kansas, Philip Nel, sur la chaîne locale KSNT. «Je cherche un autre emploi».

La décision du Kansas est la dernière en date dans un pays régulièrement endeuillé par des fusillades de masse et où les armes à feu font environ 30.000 morts par an, dont plus de 20.000 suicides.

Ces fusillades frappent régulièrement des établissements scolaires, comme les célèbres tueries de Columbine en 1999 ou de l'école de Sandy Hook, quand 20 enfants et six adultes avaient



été abattus en 2012.

Face à cette violence, plusieurs États comme la Californie interdisent strictement l'accès aux personnes armées dans les universités, tandis qu'une dizaine d'autres ont au contraire opté pour l'autorisation du port d'armes dans les universités.

La loi adoptée au Kansas permet toutefois aux universités publiques de continuer à interdire les armes, mais à condition qu'elles installent des détecteurs de métaux. Une option bien trop coûteuse, ont réagi plusieurs directions d'établissements.

Dans ses nouvelles réglementations, l'université de Wichita met en avant le fait que seules les armes de poing sont autorisées, pour les détenteurs ayant plus de 21 ans, mais que les autres armes restent inter-

dites.

Les universités ont d'autres part toujours le droit d'interdire les armes lors des rencontres sportives et autres rassemblements... à condition là aussi de mettre en place des détecteurs à métaux.

Les élus du Kansas ont en revanche décidé d'autoriser les hôpitaux publics à continuer d'interdire les armes dans leurs enceintes, y compris les locaux situés sur des campus.

«Le droit de porter des armes est fondamental pour protéger nos libertés», avait déclaré à la mi-juin le gouverneur républicain du Kansas, Sam Brownback, pour expliquer son soutien à l'exemption concernant les hôpitaux. «Cette loi semble bien répondre aux inquiétudes concernant la sécurité».

AFP



ONU

Commémoration de la première Journée internationale des tropiques

L'ONU a commémoré la première Journée internationale des tropiques choisie en 2016 par l'Assemblée générale, afin de célébrer la diversité de cette zone et de sensibiliser l'opinion aux défis et enjeux auxquels elle fait face.



Les tropiques sont définis comme étant la région sur Terre qui se trouve près de l'équateur et qui s'étend approximativement entre le tropique du Cancer et le tropique du Capricorne. Ils représentent 40% de la superficie totale de la planète.

Les tropiques comptent pour environ 80% de la diversité biologique et pour une bonne partie de la diversité linguistique et culturelle du monde. Près de 95% de la superficie des forêts mangroves et 99% des espèces de paléotiques se trouvent sous les tropiques. Avec environ 54% du stock mondial, ils disposent de la plus grande réserve d'eau douce renouvelable du monde.

Selon l'ONU, les pays de

ces régions sont toutefois confrontés aux problèmes d'ordre environnemental. La superficie des forêts de paléotiques a ainsi diminué dans toutes les régions tropicales, une réduction causée en partie par la déforestation illégale, le développement côtier, les changements climatiques et la pollution.

Cette perte de superficie forestière augmente les risques d'incidences négatives sur les infrastructures et les communautés côtières faisant face à des conditions météorologiques extrêmes et contribue directement à une perte des ressources halieutiques. Par ailleurs, la moitié de la population de ces régions est confrontée au stress hydrique ou à des pénuries

d'eau.

Si la plus grande diversité biologique se trouve dans les régions tropicales, c'est aussi dans ces mêmes régions que l'on retrouve le plus grand nombre d'espèces menacées. Selon les données dont dispose l'ONU sur certaines espèces végétales et animales bien documentées, les tropiques souffrent de la plus grande perte de biodiversité.

Malgré des progrès considérables, les pays tropicaux continuent de se heurter à divers problèmes de développement.

«Avec un des taux de pauvreté les plus élevés dans les régions tropicales, plus de personnes souffrent de malnutritions dans les tropiques que partout

ailleurs dans le monde», précise l'ONU, soulignant le rôle important que les pays de ces régions auront à jouer dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

L'élimination de la pauvreté dans les tropiques est fortement liée aux défis de l'urbanisation et des changements démographiques, la proportion de la population urbaine vivant dans des taudis ou bidonvilles étant plus importante dans les zones tropicales.

Selon les estimations de l'ONU, les tropiques seront en 2050 la région la plus peuplée au monde, accueillant près des deux-tiers de la population âgée de moins de 18 ans.

L. M.

Selon des experts

Un délai de trois ans pour préserver le climat

Des experts et scientifiques préviennent que l'humanité doit absolument utiliser les trois ans à venir pour entamer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, sous peine de ne pouvoir maintenir le réchauffement sous la limite de 2 C fixée par l'accord de Paris.

Après avoir crû pendant des décennies, les émissions mondiales de CO₂, liées pour l'essentiel à la combustion d'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon), se sont stabilisées depuis deux ans, à environ 41 milliards de tonnes par an.

Mais à ce rythme encore, le monde aura consommé en 20 ans, voire moins, son «budget carbone» -- la quantité de CO₂ qu'il peut émettre avant de franchir la barre des 2 C. «Il y a encore du chemin à faire avant de parvenir à décarboner l'économie», souligne dans le journal Nature un groupe de six experts. «Or pour le climat, tout est question de temps».

Dans leur article, ces trois climatologues, deux experts du développement durable ainsi que l'ancienne responsable climat de l'ONU Christiana Figueres, appellent les dirigeants du G20 à insister sur l'échéance de 2020, lors de leur sommet de Hambourg en juillet. Selon eux, un certain nombre d'étapes devront être franchies d'ici 2020.

Les énergies renouvelables devront fournir au moins 30% de l'électricité mondiale. Et aucune nouvelle centrale à charbon ne devra être approuvée à partir de 2020. Dans les transports, les véhicules électriques devront composer 15% du parc (aujourd'hui 1% des ventes de véhicules neufs).

Les gouvernements devront également imposer aux poids lourds une consommation en carburant réduite de 20%, et à l'aviation une réduction de 20% du CO₂ consommé au km (des émissions aujourd'hui en plein boom).

Les gaz à effet de serre issus de la déforestation et de l'agriculture (qui représentent à l'heure actuelle 12% du total), devront passer à 0 dans la décennie, ajoutent les experts, qui appellent aussi à réduire les émissions de l'industrie lourde, du bâtiment et des infrastructures.

Enfin, banques et gouvernements devront décupler le volume d'obligations vertes (71 milliards d'euros actuellement) pour financer les mesures visant à réduire les GES. La communauté internationale a adopté fin 2015 à Paris un accord l'engageant à limiter le réchauffement en deçà de 2 C par rapport aux températures d'avant la Révolution industrielle. Faute de quoi, les scientifiques annoncent des impacts croissants, qu'il s'agisse de canicules, montée des mers ou encore tempêtes.

T. L.

Climat

0,5 Celsius en plus a suffi à multiplier les désastres météorologiques

Un demi-degré Celsius de température moyenne en plus a suffi à multiplier et intensifier ces dernières années les canicules et pluies torrentielles dans de nombreuses régions du monde, souligne une étude parue vendredi.

Les chercheurs ont comparé deux périodes (1960-79 et 1991-2010), entre lesquelles la température moyenne a crû de 0,5 C.

Entre ces deux époques, l'intensité des précipitations extrêmes a augmenté de 10% sur un quart du territoire mondial. Et les sécheresses se sont allongées d'une semaine dans la moitié des régions, selon l'étude, publiée dans la revue *Nature Climate Change*.

Autant de changements radicaux excluant toute variabilité naturelle, soulignent les auteurs.

La planète ayant déjà gagné 1 C par rapport à l'époque pré-Révolution industrielle, «nous disposons désormais d'observations, bien réelles, nous permettant de voir les impacts concrets du réchauffement», dit Carl-Friedrich Schleussner, chercheur au Potsdam Institute of Climate Impact Research. Le réchauffement, généré par la combustion du charbon du pétrole et du gaz, a débuté avec l'industrialisation du monde, mais il s'est nettement accéléré ces 50 à 60 dernières années.

Entre les périodes 1960-1979 et 1991-2010, les étés ont parfois gagné plus de 1 C (pour un quart des régions du monde), et les hivers 2,5 C. «Nous voyons clairement qu'une différence de 0,5 C compte», note Erich Fischer, de l'École polytechnique fédérale de Zurich (ETH), co-auteur de l'étude parue vendredi.

K. I.

Etats-Unis

Le changement climatique risque d'aggraver les inégalités

Une étude publiée jeudi dans la revue *Science* révèle qu'en l'absence de mesures pour combattre le réchauffement climatique, les Etats-Unis s'appauvriront et les inégalités s'aggraveront, particulièrement dans les Etats du Sud.

La perte de revenus pourrait atteindre 20% pour le tiers des comtés les plus pauvres du pays, dans le scénario de changement climatique le plus sévère. Utilisant des modèles économiques et des projections climatiques, cette équipe d'économistes et de climatologues a calculé les coûts et bénéfices du réchauffement aux Etats-Unis, au cours des prochaines décennies. Les Etats situés dans le sud et le centre-ouest du pays ont le plus à perdre alors que les activités économiques vont migrer vers le nord et l'ouest du pays, prédit Solomon Hsiang, professeur à l'Université de Berkeley, en Californie et principal auteur de

cette étude.

«Sans des mesures majeures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et mieux résister au changement climatique, la région du Golfe du Mexique sera fortement affectée», souligne Robert Kopp, professeur de géophysique à l'Université Rutgers (New Jersey), l'un des co-auteurs.

Selon lui, «la vulnérabilité de cette région à une montée du niveau des océans, aggravée par des ouragans potentiellement plus puissants, représente un risque majeur pour ses habitants tout comme les vagues de chaleur».

A l'inverse, les comtés les plus froids et les plus riches, le long de la frontière du Canada au nord ainsi que dans les rocheuses, pourraient bénéficier le plus, alors que les coûts de santé, de l'agriculture et de l'énergie devraient diminuer dans ces régions.

«Si nous continuons sur la courbe

actuelle, notre analyse indique que nous pourrions connaître le plus grand transfert de richesses des pauvres aux riches de l'histoire américaine», ajoute le professeur Hsiang.

Ces chercheurs ont évalué comment l'agriculture, la criminalité, la santé, la demande énergétique, le marché du travail et les populations côtières seront affectés par une montée des températures, un changement des précipitations, la montée du niveau des océans et l'intensification de la puissance des ouragans comme le font les compagnies d'assurance pour calculer les risques.

Selon l'estimation des auteurs de l'étude, pour chaque 0,55 degré Celsius d'augmentation des températures globales, l'économie américaine perdrait environ 0,7% de PIB avec chaque degré de réchauffement coûtant davantage que le précédent.

T. B.



La jeune romancière Dihya Lwiz s'éteint à l'âge de 32 ans

La jeune romancière Dihya Lwiz de son vrai nom Louiza Aouzelleg est décédée, vendredi, à Béjaïa à l'âge de 32 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Née en 1985 à Béjaïa, Dihya Lwiz avait composé son premier poème à l'âge de 13 ans, avant de s'intéresser plus tard au roman, à l'âge de 16 ans. Elle compte à son actif deux romans en langue arabe publiés respectivement en 2012 et 2013.

La défunte qui a participé à un recueil de nouvelles en tamazight ayant regroupé 11 auteurs amazighs originaires des différents pays d'Afrique du Nord, accorde une place particulière à la femme dans ses écrits.

Titulaire du prix Mohamed Dib du roman en tamazight en 2016, Louiza Aouzelleg a participé à plusieurs manifestations littéraires en Algérie et ailleurs, notamment aux Emirats arabes unis.

R. C.



BEAUTÉ



Avoir une belle peau qui renvoie une jolie lumière naturelle, c'est possible à condition de l'entretenir tous les jours. Il y a bien évidemment le démaquillage quotidien, mais aussi une petite gym faciale, le rinçage à l'eau froide, sans oublier la cure citron ! Toutes les astuces de pro pour avoir une belle peau en toutes circonstances.

Nettoyer sa peau est un rituel à prendre comme un plaisir. Ce geste quotidien est un moment privilégié pour penser à soi. C'est l'occasion de s'offrir un instant de pur égoïsme pour la paix du corps et de l'esprit.

Mon rituel beauté au quotidien

LE DÉMAQUILLAGE

Le démaquillage est une étape incontournable pour la santé et la beauté de votre peau. Mais quand vous vous démaquillez les yeux, comment faites-vous ? Vous prenez un coton que vous utilisez pour les deux yeux ? Oui ? Mauvaise réponse ! Quand on se démaquille les yeux, on prend toujours deux cotons distincts, un pour chaque oeil. On évite ainsi toute contamination si l'un des deux est malade ou a

Révéler l'éclat de ma peau au quotidien

une petite infection. Pour un démaquillage en douceur, on pose les cotons sur les yeux et on les fait glisser de l'intérieur vers l'extérieur de l'oeil.

En ce qui concerne le démaquillage du reste du visage, l'idéal est d'utiliser ses mains, car même le plus doux des cotons peut être allergisant. Enfin, on termine le démaquillage par un rinçage à l'eau claire et froide. Ce geste vivifiant va stimuler votre peau et lui redonner un vrai coup de fouet. Et surtout, l'eau froide apporte une sensation de propreté et de bien-être indispensable. Pour finir, n'essuyez pas votre visage avec une serviette. Ce geste que l'on fait tout naturellement est agressif pour la peau. Pour absorber l'excédent d'eau, munissez-vous de mouchoirs que vous appliquez doucement sur l'ensemble de votre visage.

Le saviez-vous ? Si vous épongez mal l'eau de votre visage, l'eau restée en surface va appeler celle contenue dans les cellules de votre épiderme ce qui va entraîner une déshydratation. On sèche donc correctement son visage.

Une fois votre peau nettoyée, vous pouvez appliquer votre crème de jour ou de nuit (selon le moment de la journée).

LE GOMMAGE

Une fois par semaine, on s'accorde une pause beauté un peu plus longue pour gommer son épiderme en douceur. Un gommage par semaine est largement suffisant si l'on ne veut pas affoler les glandes sébacées (productrices du sébum, responsable des peaux grasses brillantes, à problème). Là aussi, on

choisit un gommage avec des micro-grains ultra doux. L'objectif n'est pas de décaper l'épiderme mais bien de le débarrasser de ses cellules mortes qui le ternissent, et cela se fait en douceur. Appliquez votre gommage avec la pulpe des doigts par légers massages circulaires.

Le saviez-vous ? Vous avez des cernes ? Un léger gommage réalisé tous les 15 jours sous le contour de l'oeil atténuera cette zone d'ombre qui obscurcit le regard. Mais attention, pour cette partie du visage ultra délicate, on bannit les gommages à grains et on effectue de très légers massages circulaires du bout des doigts.

LE MASSAGE

La gymnastique faciale est un vrai plus pour la beauté de votre peau. Au réveil, l'automassage va réveiller et décongestionner votre visage alors que le soir il aura une fonction de détente et de relaxation.

L'astuce de Sophie ? "Placez des billes au réfrigérateur (les billes utilisées par les enfants dans les cours de récréation), vous les utiliserez pour votre automassage. La sensation de froid aura un effet apaisant et décongestionnant immédiat".

BOIRE DE L'EAU CHAUDE

L'une des premières habitudes à prendre pour conserver le plus longtemps possible une belle peau : "boire de l'eau chaude". Cela peut paraître "étrange" mais comme l'explique Sophie, "Notre organisme est chaud et lui donner de l'eau froide lui demande de l'énergie

supplémentaire pour l'assimiler. Résultat : au fil du temps, l'énergie dépensée par l'organisme

pour assimiler cette eau froide, c'est de l'énergie en moins consacrée à l'éclat de la peau". De plus, l'eau chaude aide au bon fonctionnement du foie et l'on sait bien que foie barbouillé rime avec teint brouillé. Mieux votre foie fonctionne, meilleure sera votre mine. On prend donc l'habitude de boire de l'eau chaude comme préconisé dans la médecine traditionnelle chinoise. Et pour les plus réfractaires, consommez au moins de l'eau à température ambiante.

FAIRE UNE CURE JUS DE CITRON

"A chaque changement de saison, pensez à faire une cure de jus de citron pendant trois ou quatre jours. Cela détoxifiera votre organisme et rendra votre teint plus lumineux. Il s'agit d'ajouter le jus d'un citron dans votre bouteille d'eau quotidienne. Par contre, on évite de boire du jus de citron au réveil, cela est bien trop agressif pour votre estomac.

JE PRATIQUE LA RESPIRATION ABDOMINALE

Tous les soirs, pratiquez 20 respirations abdominales. Cet exercice de relaxation aidera votre organisme à mieux se détoxifier. N'oubliez pas qu'une bonne respiration prend racine dans le ventre et non dans le thorax. Placez donc vos mains sur votre abdomen pour sentir votre ventre se soulever et s'abaisser au rythme des respirations.



Les DEBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.78.14.16** -

Fax : **021.78.14.17** - Service Publicité : **021.78.14.17** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

Judo/Championnat d'Algérie seniors «par équipes»

Domination du GS P

■ Les judokas (messieurs / dames) du GS Pétroliers ont remporté le championnat d'Algérie «par équipes» de première division, clôturé vendredi à la salle omnisports de Bou Ismaïl (Tipaza), devant leurs homologues de la sélection militaire (2es), au moment où deux autres clubs algérois, l'USM Alger et l'USM El Harrach se sont partagés la 3e marche du podium. «Le niveau a été relativement moyen et c'est logique, car nous sortons tout juste du mois de Ramadan» a souligné l'ex-international algérien et actuel coach du GSP, Noureddine Yacoubi. L'illustration des Pétroliers a contrasté avec l'échec de trois des neuf clubs engagés dans cette compétition, car ayant été relégué en deuxième division, après avoir terminé bons derniers. Il s'agit des formations de Chlef, El Mouradia et Chéraga. Ce championnat national «seniors» était ouvert uniquement aux judokas nés en 1994, ou avant. Il s'est déroulé jeudi et vendredi à Bou Ismaïl, suivant un système d'élimination, avec double repêchage. Les catégories de poids ayant concouru sont celles des -66 kg, -73 kg, -81 kg, -90 kg et +90 kg chez les messieurs, ainsi que celles des -52 kg, -57 kg, -63 kg, -70 kg et +70 kg chez les dames, avec des combats d'une durée de 4 minutes. La Fédération algérienne de judo (FAJ) a confirmé par ailleurs que les dates et lieux des quatre prochaines compétitions nationales, prévues entre le 7 et le 22 juillet 2017 «sont maintenues». Il s'agit du championnat national par équipes des catégories minimes-juniors, qui se déroulera les 7-8 juillet 2017 à Boumerdès, puis le championnat national par équipes des cadets-espoirs, qui sera organisé les 14-15 juillet à Birtouta (Alger), ainsi que le championnat national individuel des minimes, prévu les 17 et 18 du même mois, dans cette même salle de Birtouta.

Athlétisme/Championnats d'Afrique U-20 (Saut en hauteur)

Le bronze pour l'Algérienne Ameer

■ L'athlète algérienne Khadija Ameer a enlevé, vendredi à Tlemcen qui abrite la 13ème édition des championnats d'Afrique d'athlétisme, la médaille de bronze en saut en hauteur avec 1,65m, derrière la Sud-Africaine Yvonne Robson (1,74 m) et la Marocaine Fatima El Alaoui (1,68 m). L'Ethiopie qui a survolé, avec l'Afrique du Sud, cette seconde journée, a enlevé par l'intermédiaire de Debele le 400 m haies (53.51), devant Hammi du Maroc (54.50) et Montshiwa du Botswana (55.03), l'Algérien Mimoune terminant à la 5ème place (55.97). Le 1500 m a été dominé, également, par l'Ethiopien Gurme (3:44.39), le Kényan Boaz (3:44.78) et le compatriote du premier Hagos (3:45.56). Pour leur part, les Sud-Africains Blignant (20,08 m) et Duvenage (18,31 m) ont dominé le lancer de poids garçons, devant l'Ethiopien Lencha (16,35 m). Pour le triple saut féminin, la Burkinabè Zougrana (12,55 m) est arrivée en tête, devant l'Ethiopienne Oumede (11,94 m) et la Sénégalaise Badji (11,91 m). Enfin, le 10.000 m garçons, dernière épreuve de la journée, n'allait pas échapper à la traditionnelle lutte entre Ethiopiens et Kényans, à l'issue d'un finish très fort en suspens. Avec un chrono de 29:52.15, le Kényan Kiprokir a devancé les Ethiopiens Negasa (29:52.20) et Kasahun (30:13.95), l'Algérien Aboud terminant 4ème avec 31:40.24. Au tableau des médailles, l'Ethiopie se trouve en tête avec 18 médailles, dont 7 en or, devant l'Afrique du Sud (10 dont 6 en or), le Maroc (7 dont 2 en or), le Kenya (6 dont 2 en or) et l'Algérie (8 dont 1 en or).

Fédération algérienne de karaté Do

Priorité à la sélection nationale

■ Les membres du Directoire de la Fédération algérienne de karaté, réunis vendredi à Alger, ont indiqué que la sélection algérienne de la discipline sera «prioritaire» durant cette «période transitoire» que traverse l'instance fédérale, en attente d'un retour à la normale à travers l'organisation d'élections pour le nouveau bureau exécutif. «Nous avons des missions à accomplir dans un laps de temps bien défini, à commencer par l'organisation des championnats nationaux des différentes catégories et la préparation de nos athlètes pour les différentes compétitions internationales, à savoir le championnat méditerranéen à Tanger (Maroc) les 15 et 16 septembre et les championnats du Monde, prévus fin octobre, à

Tenerife (Espagne)», a déclaré le président du Directoire, Aboubakar Mekhfi. Après concertation avec les techniciens présents lors de cette réunion, les membres du Directoire ont programmé pour les 14 et 15 juillet à la salle de Chéraga (Alger) le championnat d'Algérie individuel des catégories cadets, juniors et espoirs, qui seront suivis par le championnat national par équipes les 21 et 22 juillet. «Ces compétitions seront une occasion pour choisir les meilleurs athlètes susceptibles de renforcer les rangs de la sélection nationale lors des prochaines compétitions internationales», a souligné Mekhfi. De son côté, l'expert algérien Zoubir Hachi a estimé la discipline qui souffre des conflits internes de la

Fédération, est en nette régression lors des dernières années. «L'Algérie occupait les premières places du classement mondial durant les années 1990, est désormais reléguée à 78e place sur 82 pays», a déploré Hachi. Il est à rappeler que fin mai, le Ministère de la jeunesse et des sports (MJS) a désigné un directoire à la tête de la fédération algérienne de karaté, présidé par l'ex-président de l'instance fédérale (2008-2012), Aboubakar Mekhfi. Le Directoire a pour mission de gérer les affaires courantes de la FAK, secouée depuis des années par une instabilité dans sa direction, et de préparer une assemblée générale électorale.

Coupes africaines

L'USMA et le MCA réussissent l'essentiel



Les deux représentants algériens en compétitions africaines, l'USM Alger et le MC Alger ont réalisé une bonne affaire, respectivement en phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique et la Coupe de la Confédération africaine. En effet, les gars de Soustara se sont neutralisés avec la formation du Ahly de Tripoli de Libye sur le score de (1/1), alors que le Mouloudia d'Alger a battu l'équipe sud-africaine de Platinum Stars sur le score de (2-0), vendredi soir. Les Rouge et

Noir s'étaient déplacés à Tunis pour y affronter les Libyens qui reçoivent à Sousse en raison des troubles dans leur pays et ont réussi à revenir avec un résultat probant lors de cette cinquième journée de la Ligue des champions d'Afrique. Le défenseur central Farouk Chafai a ouvert le score dès la 16e minute de jeu, profitant d'une mauvaise appréciation du portier libyen. Les joueurs de l'entraîneur égyptien Talaât Youssef ont réussi à remettre les pendules juste avant la mi-temps par l'entremise de Anis Saltou

(38e). Au début de la seconde période, les Libyens ont bénéficié d'un penalty (48e), arrêté par le gardien de but de l'USMA Mohamed Lamine Zemmamouche. A l'issue de ce résultat, USMA et Ahly Tripoli totalisent chacun 8 points, à trois longueurs d'avance sur le Zamalek d'Egypte (3e, 5 pts), qui sera en appel dimanche sur le terrain des Zimbabwéens de Caps United (4e, 3 pts). Une victoire des Usmistes le 9 juillet au stade du 5-juillet face aux Zimbabwéens de Caps United leur permettra de valider leur billet pour les quarts de finale.

De son côté, le Mouloudia d'Alger a réussi à s'imposer lors de cette cinquième journée sur le score de (2/0) lors de cette rencontre qui s'est déroulée au stade du 05 juillet d'Alger face à la formation sud-africaine de Platinum Stars et ce sur le score de (2/0). Le MCA a décidé de prendre le jeu à son compte et sur un travail individuel de Mansouri obtient un penalty transformé par le capitaine Hachoud à la 12e minute. Nekkache, ensuite, a soulagé ses coéquipiers et le nombreux public du 5 juillet en marquant le second but au temps additionnel d'une belle frappe instantané. Grâce à ce succès le MCA consolide sa place en tête du groupe avec 11 pts en attendant l'autre match du groupe entre Mbabane Swallows du Swaziland (4 pts) et les Tunisiens du CS Sfax (2e, 7 pts).

CHAN-2018 (Qualifications/Zone nord) Algérie-Libye

Possible domiciliation au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine

■ Le match aller entre la sélection nationale A' et son homologue libyenne prévu le 12 août prochain, comptant pour les qualifications (zone nord) du championnat d'Afrique des nations CHAN-2018, composée de joueurs locaux, pourrait se jouer au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine, a annoncé la fédération algérienne de football (FAF) jeudi soir sur sa page officielle sur Facebook. La seconde manche se jouera quant à elle en déplacement entre le 18 et 20 août 2017. La Libye est interdite d'accueillir ses adversaires à domicile pour des raisons sécuritaires. D'habitude, les différentes sélections nationales se produisent au stade Mustapha-Tchaker de Blida depuis déjà quelques années. L'autre match de la zone nord opposera l'Egypte, dont c'est le premier engagement dans la compétition, au Maroc. Les vainqueurs de ces doubles confrontations se qualifieront directement pour le CHAN-2018 prévu du 11 janvier au 2 février 2018 au Kenya en présence de 16 nations réparties en quatre groupes de quatre équipes. L'Algérie avait été suspendue de la dernière édition tenue en 2016 au Rwanda pour avoir déclaré forfait aux éliminatoires alors qu'elle devait affronter la Libye. Quarante-neuf (49) pays sur les 54 membres de la Confédération africaine de football (CAF) se sont engagés dans les éliminatoires du CHAN-2018, ce qui constitue une première depuis le lancement de cette compétition en 2009. Le Cap-Vert, la Centrafrique, l'Erythrée, le Tchad et la Tunisie ont préféré faire l'impasse sur la prochaine édition. La sélection tunisienne, victorieuse de la 2e édition en 2011 au Soudan, a renoncé cette année en raison d'un calendrier assez chargé».

Belenenses Yebda finalement prolongé

■ L'ancien international algérien, Hassen Yebda, a finalement prolongé son contrat à Belenenses, pensionnaire de la première division portugaise de football, indique vendredi la presse locale. Le milieu de terrain de 32 ans s'était engagé pour une saison avec Belenenses, lors de l'été dernier. Il était pressenti pour changer d'air après l'expiration de son bail à l'issue du défunt exercice. A Belenenses, l'ancien joueur d'Auxerre, Laval, Le Mans, Benfica ou encore Naples, n'a pas fait beaucoup d'apparitions en raison de blessures à répétition. Yebda, qui compte 28 sélections avec l'équipe nationale algérienne où il n'est plus convoqué depuis le Mondial-2014, a vécu une expérience à Fujairah (Emirats arabes unis), avant d'opter pour Belenenses en août 2016.

Exploitation illégale des ressources du Sahara occidental

Une affaire britannique devant la CJUE le 6 septembre 2017

La requête déposée par l'organisation britannique Campagne pour le Sahara occidental (WSCUK) devant la haute cour de l'Angleterre sur les importations illégales de produits sahraouis vers le Royaume-Uni par le biais des accords commerciaux avec le Maroc sera examinée par la Cour de Justice de l'Union Européenne, ont indiqué vendredi les avocats de l'ONG. «L'action intentée devant la justice par WSCUK contre le ministère de l'environnement, de l'Alimentation et des Affaires Rurales (DEFRA) et le département Royal des revenus des taxes (HMRC) concernant les accords commerciaux avec le Maroc sera examinée à la CJUE le 6 septembre 2017», a indiqué le Cabinet d'avocats Leigh Day agissant pour le compte de l'ONG, dans un communiqué reçu par la représentation du front Polisario à Londres. WSCUK avait intenté une affaire en justice devant la haute Cour britannique contre les deux départements début 2015 après avoir constaté que le Royaume-Uni autorisait l'importation illégale de produits provenant du Sahara occidental, en vertu d'un accord commercial avec le Maroc. La haute Cour britannique avait statué en octobre 2015 que l'affaire devait être entendue devant la Cour européenne. Dans des lettres adressées au DEFRA et au HMRC, le cabinet d'avocats Leigh Day affirme que «la souveraineté marocaine ne s'étend pas au territoire du Sahara occidental ni à la mer territoriale adjacente. Par conséquent les biens et produits fabriqués au Sahara Occidental ne devraient pas être traités comme originaires du Maroc pour l'application de tarifs préférentiels ou autres avantages conférés par l'accord d'association».

«Il en est de même pour les quotas de pêche alloués dans les mers situées au large des côtes du Sahara occidental», précise le cabinet d'avocats britanniques. «Les entreprises britanniques ne devraient pas exploiter les ressources naturelles d'un territoire occupé en vertu d'un accord dans lequel les peuples occupés ne sont pas partie. Le faire compromettrait le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et reconnaîtrait comme licite une situation qui est contraire au droit international», ont expliqué les avocats. Dans l'arrêt de la Haute Cour rendu le 20 octobre 2015, le juge Blake avait signalé «une erreur manifeste commise par la Commission dans la compréhension et l'application du droit international à ces accords». Il avait attiré l'attention sur «les allégations d'atteintes graves aux droits de l'homme commises par les autorités marocaines» contre le peuple du Sahara occidental. Le président de WSCUK, John Gurr, a déclaré qu'«il est temps que le tribunal reconsidère la légalité du commerce britannique avec le Sahara occidental». «Les injustices que les Sahraouis ont subies pendant plus de 40 ans d'occupation par les forces marocaines ont été aggravées par le refus de la communauté internationale d'appliquer le droit international», a-t-il affirmé.

M. Gurr a relevé qu'aucun pays ne reconnaît la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental, ajoutant que les accords commerciaux de l'Union européenne avec le Maroc, qui s'appliquent au Royaume-Uni, ne peuvent être appliqués aux ressources du Sahara occidental. Rosa Curling, du cabinet d'avocats Leigh Day, s'est dit «ravi» pour ses clients que la CJUE ait décidé d'examiner l'affaire. «Cela démontre l'importance et la justesse de l'affaire», a estimé l'avocate. Elle a affirmé qu'il existait «des preuves évidentes que le Maroc a exporté illégalement vers le Royaume-Uni, des marchandises provenant des terres et de la mer qu'il occupe au Sahara occidental». WSCUK est une ONG britannique créée en 1984 dans le but de soutenir le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance et à faire prendre conscience de l'occupation illégale de son territoire. Elle est membre de l'Observatoire des ressources du Sahara occidental (WSRW).

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

PAS DE CONGE POUR LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT CETTE ANNÉE



Tizi Ouzou

Marche pour demander le départ du président de la JS Kabylie



Des centaines de supporters ont participé hier à une marche à Tizi Ouzou pour demander le départ du président de la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK, ligue 1 Mobils de football), Mohand Cherif Hannachi, a-t-on constaté.

La procession, où les anciens joueurs de la JSK qui participaient traditionnellement à ce type d'action étaient les grands absents, a pris le départ de la placette de l'Olivier à l'entrée ouest du chef-lieu de wilaya pour rejoindre le boulevard Stiti où un rassemblement s'est tenu devant le domicile du président décrié.

Durant cette marche, organisée par le Comité des supporters de la JSK, les manifestants qui se sont

parés des couleurs de leur club fétiche, le jaune et le vert, ont scandé des slogans hostiles au président de la JSK et brandi une banderole sur laquelle était écrit «Hannachi dégage».

Après un sit-in de plus d'une heure et demie face au domicile du président des Canaris, rassemblement qui a failli dérapier en l'absence d'un encadrement efficace de la part des organisateurs, a-t-on constaté, les manifestants ont décidé d'improviser une marche vers le siège de la direction locale de la jeunesse et des sports où un autre rassemblement a été observé.

Dans une déclaration rendue publique, les organisateurs ont motivé leur action par leur «ras-le-bol» face à la situation «catastrophique» que vit la JSK et demandé de rendre à ce club le statut et la grandeur qu'il mérite par l'engagement de mesures qui permettront à la JSK de se reconstruire sur des bases plus solides. Voulaient recueillir l'avis du président de JSK sur cette action de protestation menée contre lui, les tentatives de l'APS de le joindre par téléphone n'ont pas abouti.

G. L.

Constantine et Biskra

Saisie d'une quantité de kif

Les forces de sécurité de Constantine et de Biskra ont démantelé un réseau de trafiquants de kif traité et ont saisi une quantité de plus de 490 grammes de drogue et une somme d'argent estimée à 10 340 dinars (produit de la vente de cette drogue), outre l'arrestation de trois suspects, a indiqué vendredi un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn).

Lors de la première opération menée à Constantine, une quantité de 466 grammes de kif traité a été saisie, après l'exploitation d'informations sur le mode de distribution de la drogue en milieu de jeunes dans les différents quartiers populaires à Constantine, ajoutant que le renforcement des patrouilles de la Sûreté nationale avait permis l'arrestation d'un suspect en flagrant délit en possession de la quantité sus-citée.

La deuxième opération qui s'est déroulée à Biskra lors d'une patrouille de routine dans les quartiers de la ville concerne un individu qui, à la vue des agents de police, a jeté un morceau

de drogue. Suite à son arrestation, les forces de sécurité ont trouvé en sa possession un autre morceau de 25 grammes et une somme estimée à 2 140 dinars, tandis qu'un deuxième suspect a été arrêté avec en sa possession une somme de 8 200 dinars.

Après leur transfert au poste de police pour enquête, le premier suspect avait déclaré que la drogue appartenait à l'autre suspect.

Par ailleurs, les forces de la sûreté nationale ont mené deux opérations de qualité à Khenchela et à Saïda, ayant permis la saisie d'une quantité considérable de boissons alcoolisées non facturée estimée à 98 434 unités. La brigade de la protection de l'environnement relevant de la Sûreté de la wilaya de Tiaret a saisi 150 kg de viandes blanches impropres à la consommation. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, les forces de Sûreté de la wilaya de Mila ont arrêté dans un temps record un suspect impliqué dans un homicide d'un jeune âgé de 32 ans.

G. L.

ACTU...

Accidents de la route

Dix morts en deux jours

Dix personnes ont trouvé la mort et 59 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 h à travers le territoire national, indique hier un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, six personnes sont décédées noyées dans des plages des wilayas suivantes : Alger (1), Tlemcen (1), El Tarf (1), Boumerdès (2) et Mostaganem (1). Une septième personne, un enfant de 7 ans, a été repêché d'une retenue collinaire à Sidi Bel Abbès, ajoutée-t-on de même sources. Les unités de la Protection civile sont intervenues, d'autre part, pour éteindre des incendies de récoltes agricoles dans les wilayas de Tizi Ouzou, Tébessa et Khenchela, qui ont détruit 12 ha de blé et 9 ha d'orge.

L. M.

Tipasa

Secousse tellurique de magnitude 3,4 degrés

Une secousse tellurique de magnitude 3,4 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 18h55 dans la wilaya de Tipasa, indique le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (Craag). L'épicentre de la secousse a été localisé à 6 km au sud-ouest de Sidi Amar dans la même wilaya, précise la même source.

K. L.

Oran

Décès d'un deuxième gendarme fauché par un conducteur en état d'ébriété

Le deuxième gendarme, grièvement blessé par un conducteur en état d'ébriété qui avait forcé un point de contrôle fixe de sécurité routière, est décédé vendredi au niveau de l'hôpital régional militaire Amir Mohamed Benaïssa d'Oran, a-t-on appris des services de la Gendarmerie nationale. Le drame est survenu mercredi à 23h35, au niveau du point de contrôle d'El Kerma, à l'entrée sud d'Oran. Le conducteur d'un véhicule de tourisme, en état d'ébriété, avait forcé ce point fixe, tuant sur le coup un gendarme et blessant grièvement un autre. Ce dernier avait été transféré en urgence vers l'hôpital relevant de la 2^{ème} Région militaire où il rendu l'âme vendredi. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce tragique drame.

L. Y.

Béjaïa

Collision mortelle entre une moto et un véhicule

Deux personnes sont décédées et une autre a été grièvement blessée dans une collision frontale survenue vendredi entre une moto et un véhicule léger à hauteur du lieudit Loubar sur la RN24 (8 km à l'ouest de Béjaïa), a fait savoir la Protection civile. Les deux personnes décédées, âgées respectivement de 31 et 24 ans, étaient à bord du scooter. Ils ont succombé à leurs blessures lors de leurs transferts à l'hôpital Khellil Amrane de Béjaïa, a-t-on indiqué. La troisième victime, âgée de 40 ans et originaire de la wilaya de Biskra, souffre, quant à elle, de plusieurs fractures, mais ses jours ne sont pas en danger, a-t-on précisé. Les circonstances de l'accident n'ont pas été élucidées dans l'immédiat, néanmoins, l'état d'engorgement de la route, qui durant toute la journée avait connu des bouchons ininterrompus des estivants vers les plages occidentales de la wilaya, notamment les plus proches Boulimat et Sakket, situées non loin du lieu du sinistre, a été évoqué.

N. H.